



RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2007-2008

Ministère des Relations internationales

Québec 

RAPPORT ANNUEL DE GESTION
2007-2008

Ministère des Relations internationales

Québec 



Cette brochure est imprimée à l'aide d'encre écologique
sur du papier entièrement composé de fibres recyclées.

Dépôt légal — 2008

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 978-2-550-54242-1 (imprimé)

ISBN : 978-2-550-54243-8 (pdf)

Bibliothèque nationale du Canada

© Gouvernement du Québec, 2008

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2007-2008

TABLE DES MATIÈRES

Message de la ministre	4
Message du sous-ministre.....	4
Déclaration de la Direction	5
Rapport du vérificateur interne	5
FAITS SAILLANTS 2007-2008	7
1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE	9
2. SYNTHÈSE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	11
3. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES	13
3.1 Organisations internationales et travaux multilatéraux	13
3.2 Francophonie	18
3.3 Amérique du Nord.....	20
3.4 Europe	25
3.5 Marchés porteurs d'Asie et d'Amérique du Sud	30
3.6 Autres territoires et régions	34
3.7 Solidarité et développement international	35
3.8 Orientation et coordination	39
3.9 Gestion	41
3.10 Services aux clientèles	43
4. PROTOCOLE	45
4.1 Visites officielles et mission ministérielles	45
4.2 Correspondance officielle, privilèges et immunités.....	45
5. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS	47
5.1 Information et renseignements	47
5.2 Consultation de la clientèle sur les services	49
5.3 Sélection des projets et des candidatures	49
6. UTILISATION DES RESSOURCES	51
6.1 Ressources humaines.....	51
6.2 Ressources financières	54
6.3 Ressources informationnelles et matérielles.....	55
6.4 Évaluation et vérification	56
7. AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES.....	57
7.1 Accès à l'information	57
7.2 Emploi et qualité de la langue française	57
7.3 Programme d'accès à l'égalité à l'emploi.....	57
ANNEXES	59

MESSAGE DE LA MINISTRE

Québec, octobre 2008

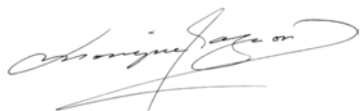
MONSIEUR FRANÇOIS GENDRON
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous transmettre le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2008, conformément à la Loi sur l'administration publique et à la Loi sur le ministère des Relations internationales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie,



MONIQUE GAGNON-TREMBLAY

MESSAGE DU SOUS-MINISTRE

Québec, octobre 2008

MADAME MONIQUE GAGNON-TREMBLAY
Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Ministre,

C'est avec grand plaisir que je vous présente le Rapport annuel de gestion 2007-2008 du ministère des Relations internationales.

Ce rapport rend compte des résultats obtenus à l'égard de la planification stratégique et des engagements pris par le Ministère dans sa Déclaration de services. Il présente de l'information sur l'utilisation des ressources et répond aux différentes exigences législatives et gouvernementales en vigueur.

Je tiens à souligner l'engagement continu et la compétence du personnel dans l'accomplissement de la mission du Ministère.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Le sous-ministre,



ALAIN CLOUTIER

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Les renseignements contenus dans le présent Rapport annuel de gestion relèvent de notre responsabilité. Celle-ci porte sur l'exactitude et la fiabilité des données contenues dans le rapport.

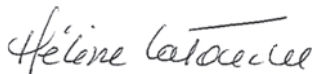
Le Rapport annuel de gestion 2007-2008 du ministère des Relations internationales :

- décrit fidèlement la mission, les mandats et les orientations stratégiques du Ministère;
- présente les objectifs établis, les réalisations et les résultats atteints.

Nous déclarons que le Rapport annuel de gestion du Ministère présente fidèlement les résultats obtenus par rapport à ses engagements. À notre connaissance, les données et les contrôles s'y rattachant sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2008.



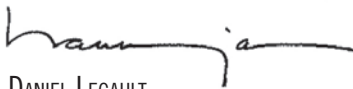
ALAIN CLOUTIER,
sous-ministre



HÉLÈNE LATOUCHE,
sous-ministre adjointe à l'analyse et aux politiques



GASTON HARVEY,
sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales
et à la Francophonie



DANIEL LEGAULT,
sous-ministre adjoint et chef du Protocole



BERNARD DUBOIS,
directeur général des services ministériels

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INTERNE

Québec, octobre 2008

MONSIEUR ALAIN CLOUTIER

Sous-ministre
Ministre des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Monsieur le Sous-Ministre,

Nous avons procédé à l'examen de l'information présentée dans le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice terminé le 31 mars 2008. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de l'information incombe à la direction du Ministère. Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en se basant sur les travaux relatifs à cet examen.

Notre examen, sans constituer une vérification, a été effectué en se référant aux normes de l'Institut des vérificateurs internes. Nos travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à effectuer des révisions de calculs et à susciter des discussions sur l'information fournie. Les éléments suscitant des questionnements ont été examinés d'une façon plus détaillée. Lorsque nécessaire, ils ont été clarifiés par les intervenants appropriés.

Au terme de cet examen, nous n'avons rien relevé qui porte à croire que les résultats et les renseignements présentés dans le Rapport annuel de gestion 2007-2008 du ministère des Relations internationales ne sont pas, à tous égards, importants, plausibles et cohérents.

Le directeur de la vérification interne
et de l'évaluation par interim,



MICHEL PARÉ
CIA, CISA

FAITS SAILLANTS 2007-2008

L'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI)

En 2007-2008, le Québec a poursuivi ses interventions avec d'autres États américains relativement à la reconnaissance du permis de conduire comme solution de rechange au passeport en tant que pièce d'identité exigée à la frontière. La date de mise en œuvre de cette exigence est repoussée à juin 2009.

Le Québec à l'UNESCO

Première participation officielle du Québec à la Conférence générale de l'UNESCO à Paris en octobre 2007 en vertu de l'Accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO.

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Le Québec a poursuivi sa campagne de sensibilisation auprès d'interlocuteurs étrangers afin d'accroître le nombre de ratifications. En 2007-2008, 26 ratifications ont été ajoutées, ce qui en porte le nombre à 80 au 31 mars 2008.

Projet d'entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

Le président français et le premier ministre du Québec ont convenu, en juillet 2007, de conclure une entente sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles afin de faciliter la mobilité des travailleurs exerçant des métiers et des professions réglementés.

Partenariat économique Canada–Union européenne

Le MRI a contribué activement à la promotion d'un nouveau partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès d'interlocuteurs politiques ou économiques canadiens et européens en vue d'obtenir leur soutien à un tel partenariat.

Actions en matière d'environnement et de changements climatiques

Le Québec a adhéré en décembre 2007 au Climate Registry, entité qui regroupe plusieurs États américains et mexicains. Il a aussi été admis comme membre observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative, qui comprend dix États du Nord-Est des États-Unis et il a participé aux travaux de la Western Climate Initiative en vue de son adhésion. Le Québec a également participé à la 13^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la 3^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto à Bali.

Promotion du 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec

Le MRI a mis à contribution son réseau à l'étranger en organisant une campagne de promotion pour faire connaître l'histoire de la ville de Québec et favoriser la participation de partenaires internationaux aux festivités.

Mise sur pied des bureaux du Québec au Brésil et en Inde

Le Québec a ouvert des bureaux à São Paulo et à Mumbai comme le prévoit la Politique internationale du Québec.

TV5 Monde

En travaillant avec d'autres États membres de la Francophonie, le Québec a contribué à ce que la chaîne de télévision TV5 Monde demeure une télévision de langue française multilatérale, offrant une programmation généraliste.

XII^e Sommet de la Francophonie

Plus de 20 ans après le Sommet de Québec en 1987, le Québec sera le coôte du Sommet de la Francophonie à l'automne 2008, un des plus importants événements internationaux à se tenir en sol canadien. Une série d'enjeux figurant au cœur des préoccupations de la Francophonie y seront abordés, soit la gouvernance et la démocratie, la langue française ainsi que l'environnement.

Missions ministérielles à l'étranger

Le MRI a organisé ou participé à la réalisation de 31 missions ministérielles à l'étranger dont celles du premier ministre et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Des représentants des milieux institutionnels et d'affaires ont participé à plusieurs d'entre elles.

Collaboration avec la Chine en matière de science et technologie

Le gouvernement du Québec et le ministère chinois de la Science et de la Technologie ont lancé un appel à projets de 2,4 millions de dollars sur trois ans pour favoriser le maillage entre des partenaires chinois et québécois dans ce domaine.

Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGP) de l'État haïtien

En partenariat avec l'ENAP et l'ACDI, le MRI a participé étroitement à la signature et à la mise en œuvre d'une entente entre les gouvernements du Canada, du Québec et d'Haïti, en vue d'un transfert d'expertise de la fonction publique québécoise à la fonction publique haïtienne.

Développement de l'espace international et mise à niveau de l'infrastructure technologique

Le MRI a coordonné le développement de l'espace international du Portail gouvernemental de services et a poursuivi ses efforts dans le but de constituer un réseau informatique mondial intégré.

40^e anniversaire du MRI

À l'occasion de son 40^e anniversaire, le MRI a mis en œuvre un projet visant à constituer la mémoire institutionnelle de l'action internationale du gouvernement du Québec.

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE

La mission du Ministère est de promouvoir et défendre les intérêts du Québec au plan international, en s'assurant du respect de ses compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale

VISION

Un ministère au cœur d'une action internationale efficace, conçue et conduite pour le bénéfice de la population québécoise selon les principes du développement durable.

MANDAT

En vertu de sa loi constitutive, le Ministère assume les responsabilités suivantes :

- Conseiller le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales;
- Établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- Veiller à la négociation et à la mise en œuvre d'ententes internationales;
- Veiller aux intérêts du Québec lors de négociations d'accords internationaux et au respect de ses engagements internationaux;
- S'assurer de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec;
- Assurer la représentation du Québec à l'étranger.

En plus des fonctions de conseil, de représentation et de négociation, le Ministère coordonne l'organisation des missions gouvernementales à l'étranger ainsi que les activités de coopération découlant d'ententes internationales. Enfin, il assume la responsabilité confiée à la ministre des Relations internationales relativement à l'action humanitaire internationale.

STRUCTURE ET ORGANISATION DU MRI

L'organigramme du ministère des Relations internationales (MRI), présenté en annexe, comprend quatre grands secteurs, soit « Analyse et politiques », « Affaires bilatérales et Francophonie », « Protocole, missions et événements » ainsi que « Services ministériels ». Le portrait des ressources humaines est présenté à la section « Utilisation des ressources ».

RÉSEAU DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER AU 31 MARS 2008



Délégations générales	Délégations	Bureaux	Antennes
Bruxelles	Atlanta	Barcelone	Milan
Londres	Boston	Beijing	Santiago
Mexico	Chicago	Berlin	Séoul
Munich	Los Angeles	Damas	Taipei
New York	Rome	Hong Kong	
Paris		Mumbai	
Tokyo		São Paulo	
		Shanghai	
		Vienne	
		Washington	

Le gouvernement du Québec a également un délégué aux affaires francophones et multilatérales en poste à Paris ainsi qu'un représentant à l'UNESCO en poste au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de cet organisme et un responsable des affaires multilatérales à son bureau de Washington. Le Bureau du Québec à Washington relève de la Délégation générale du Québec à New York, le Bureau du Québec à Berlin relève de la Délégation générale du Québec à Munich et l'antenne économique de Milan relève de la Délégation du Québec à Rome. Le Bureau du Québec à Buenos Aires a été fermé le 31 mars 2008. À noter que les bureaux de Damas, de Vienne et de Hong Kong n'ont qu'un mandat, en matière d'immigration.

L'annexe 2 présente de l'information sur les activités et les clientèles des représentations du Québec à l'étranger.

2.

SYNTHÈSE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les objectifs stratégiques applicables en 2007-2008 sont pour la plupart énoncés dans le Plan stratégique 2008-2011 du ministère des Relations internationales. Ils sont présentés intégralement dans le tableau suivant, alors que certains ont été abrégés dans les autres sections du document.

N°	Objectifs	Page
ORIENTATION 1		
Accroître la présence, l'action et l'influence du Québec dans le cadre des travaux des organisations et des conférences internationales et lors des négociations touchant ses intérêts		
1	Assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales.	13
2	Consolider la participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'Organisation des États américains (OEA).	15
3	Contribuer à ce que plus de 100 pays aient ratifié d'ici à 2009 la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et appuyer sa mise en œuvre.	17
4	Contribuer à la modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).	18
5	Consolider l'influence du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie et contribuer à la réalisation du Sommet de 2008.	19
ORIENTATION 2		
Contribuer au développement du Québec et à son rayonnement en intensifiant ses actions auprès des gouvernements et des différents réseaux d'influence des pays, États fédérés ou régions prioritaires		
6	Conduire avec les partenaires nord-américains des initiatives pour favoriser l'accès aux marchés (développement des corridors de commerce et participation active à des regroupements d'États).	20
7	Aux États-Unis, positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés (changements climatiques et gestion de l'eau).	22
8	Aux États-Unis, positionner le Québec comme un acteur majeur en matière d'approvisionnement énergétique (États du Nord-Est américain et autorités fédérales américaines).	23
9	Consolider et approfondir les liens avec le gouvernement central du Mexique et avec les gouvernements de certains États afin de créer un climat propice à l'accroissement des échanges.	23
10	Maintenir un dialogue politique de haut niveau avec la France et mettre en œuvre la coopération dans les champs d'action convenus entre les premiers ministres français et québécois.	25
11	En Europe, faire la promotion du projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès des interlocuteurs politiques et des décideurs économiques.	27
12	Développer les relations politiques, économiques et la coopération sectorielle avec les pays et régions prioritaires d'Europe et avec les institutions européennes.	27
13	Accroître la capacité d'action du Québec sur les marchés porteurs, plus particulièrement par l'ouverture de bureaux au Brésil et en Inde et par l'expansion de ses bureaux en Chine.	30
14	Contribuer au développement des échanges en éducation et des collaborations en science et technologie sur les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique du Sud.	32

N°	Objectifs	Page
----	-----------	------

ORIENTATION 3

Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance

15	Appuyer l'intervention des organismes québécois de coopération internationale dans les pays en développement, notamment en matière de formation des ressources humaines et de développement des capacités de gouvernance.	35
16	Développer des partenariats permettant de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise.	37
17	Réviser les exemptions de droits de scolarité supplémentaires accordées à des étudiants de pays en développement afin d'assurer un meilleur arrimage entre leur formation et les besoins de leur pays.	38

ORIENTATION 4

Mettre l'accent sur l'expertise, la relève, l'utilisation optimale des technologies, les partenariats et les clientèles

18	S'assurer, en partenariat avec les ministères et organismes, de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec et de son Plan d'action 2006-2009.	39
19	Conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux qui interpellent le Québec et sur ses relations avec d'autres gouvernements.	40
20	Mettre en œuvre, d'ici à 2011, des mesures de développement des compétences adaptées aux nouveaux défis de l'action internationale.	41
21	Poursuivre, d'ici à 2011, le déploiement d'un environnement technologique intégré, notamment en développant l'espace international du Portail gouvernemental de services.	41
22	Renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger.	43
23	Favoriser l'ouverture des jeunes Québécois sur le monde en leur offrant des possibilités d'expériences internationales diversifiées.	43

3. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 1

Accroître la présence, l'action et l'influence du Québec
dans le cadre des travaux des organisations
et des conférences internationales
et lors des négociations touchant ses intérêts

3.1 ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TRAVAUX MULTILATÉRAUX

OBJECTIF 1.

Assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales

Les grands enjeux qui touchent directement les intérêts du Québec sont plus que jamais débattus dans les organisations internationales qui adoptent des conventions et des normes interpellant les États fédérés. Celles-ci ont des incidences sur la capacité du Québec à mettre en œuvre ses lois et ses politiques publiques. C'est pourquoi le gouvernement du Québec doit agir, en concertation avec le gouvernement canadien, en vue d'influencer les travaux des organisations internationales et de défendre les intérêts de la société québécoise.

INDICATEUR 1 > Conférences ou événements auxquels ont participé des représentants du Québec et nature des interventions

- En 2007-2008, le Québec a participé à 11 conférences et événements multilatéraux. Dans la majorité des cas, le ministère des Relations internationales coordonne l'élaboration de la position du Québec en s'assurant d'une concertation étroite avec les autres ministères et les représentants de la société civile. Les interventions ont principalement porté sur les questions liées à l'environnement et aux ressources naturelles ainsi qu'aux droits de la personne et du travail conformément aux priorités énoncées dans la Politique internationale du Québec.

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
13^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et 3^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto. La ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a fait valoir le Plan d'action québécois en matière de lutte contre les changements climatiques, ainsi que la Stratégie énergétique et la Politique de transport collectif du Québec, lors de rencontres politiques ou d'événements tenus durant la conférence. Elle a en outre annoncé que le Québec entendait adopter les normes californiennes d'émission des véhicules légers et appuyer l'établissement, à Montréal, du Secrétariat de la Campagne mondiale sur le climat (Bali, décembre 2007).	Participation à l'élaboration de la position québécoise. Organisation de la mission ministérielle. Partenaire : MDDEP.
7^e Réunion du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF-7). Cette rencontre a donné lieu à l'adoption d'un instrument juridiquement non contraignant en matière d'aménagement forestier durable. À l'occasion de cette rencontre, le Québec a également participé, au sein de la délégation canadienne, à une réunion d'un groupe de pays aux vues similaires sur la gestion durable des forêts et sur l'éventualité d'un instrument juridiquement contraignant en la matière (New York, avril 2007).	Participation aux discussions internationales qui ont conduit à l'adoption de l'instrument. Contribution à la formulation de la position canadienne sur la question. Partenaire : MRNF.
Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Réalisation d'un ouvrage de référence et de sessions de formation, notamment au bénéfice des pays francophones.	Contribution financière et validation des contenus. Partenaires : MDDEP, IEPF, Université McGill.

DROITS DE LA PERSONNE ET DU TRAVAIL

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Groupe de travail des Nations Unies chargé d'élaborer un protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce groupe a pour objectif la mise en place d'un mécanisme permettant aux particuliers de déposer une plainte relativement aux droits énoncés dans le Pacte. Au cours des travaux, les représentants du Québec ont fait part de leurs commentaires et avis concernant divers enjeux liés à cet instrument international (Genève, mars 2008).	Soutien à la participation des représentants. Partenaire : MJQ.
Conférence internationale du travail. Des réalisations du Québec ayant trait à l'égalité au travail ont été soulignées, notamment la législation et les mesures antidiscriminatoires, la composition paritaire entre les hommes et les femmes du Conseil des ministres du Québec, le régime de congé parental et de garderie, la réforme de la loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et la loi relative à l'équité salariale (Genève, juin 2007).	Les positions transmises par le Québec ont été prises en compte par le gouvernement fédéral. Participation à la Conférence. Partenaires : MTRAV, MDEIE, MESS.
Visite au Québec du rapporteur spécial des Nations Unies sur le logement convenable. Les représentants de plusieurs organismes et ministères du gouvernement du Québec ont fait valoir l'expertise et les pratiques du Québec dans ce domaine (Montréal, octobre 2007).	Organisation de la visite du rapporteur spécial en s'assurant de la participation de la SHQ, du SAA, du MAMR, du MSSS et de la Ville de Montréal.
Comité permanent fédéral-provincial-territorial des fonctionnaires chargés des droits de la personne. Les représentants du Québec ont fait part de leurs commentaires et avis concernant la négociation et, le cas échéant, la ratification d'instruments internationaux adoptés par les Nations Unies en matière de droits de la personne (Victoria, mai 2007; Ottawa, novembre 2007).	Concertation sur la position du Québec. Partenaire : MJQ.
52^e Session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Présentation des réalisations du Québec en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (New York, février 2008).	Participation à l'événement. Partenaire : SCF.

INDICATEUR 2 > Cadre développé pour faciliter la participation du gouvernement du Québec à l'élaboration des positions et aux délégations canadiennes

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Démarches visant à favoriser la participation du Québec à la gestion et à la mise en œuvre de la Convention internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements.	Participation aux négociations avec le gouvernement fédéral. Partenaires : MJQ, SAIC.
Discussions avec Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) relativement à la participation du Québec aux travaux des organisations internationales.	Discussions sur le cadre recherché par le Québec.
Échanges avec des représentants de gouvernements étrangers afin d'identifier des pratiques transposables au Québec et au Canada.	Organisation des rencontres.

OBJECTIF 2.

Consolider la participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'OEA

Le mandat universel de l'UNESCO en matière d'éducation, de science et de culture revêt un intérêt considérable pour l'essor de la société québécoise. Signé en mai 2006, l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO assure la présence québécoise lors des travaux des différentes instances de cette organisation. Cet accord permet au gouvernement du Québec d'apporter directement sa contribution aux travaux, notamment en matière d'éducation, de diversité des expressions culturelles, de bioéthique, de technologies de l'information ou encore de lutte contre le dopage dans le sport. Du côté de l'Organisation des États américains (OEA), le travail permet également au Québec de suivre étroitement les enjeux interaméricains sur les plans économique, politique, culturel et social.

INDICATEUR 1 > Sujets pour lesquels le Québec fait valoir ses positions

UNESCO

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Importance du rôle des États fédérés dans les travaux de l'UNESCO. Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine avec le directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, au cours duquel le Québec a abordé l'importance d'associer les États fédérés aux travaux internationaux qui touchent leurs responsabilités et intérêts (Monterrey, septembre 2007).	Coordination de la mission ministérielle et de la participation de deux ministres québécoises au Forum universel des cultures de Monterrey (Mexique). Partenaire : MCCCCF.
Éducation et sciences exactes et naturelles. Participation du gouvernement du Québec à la 34 ^e Session de la Conférence générale de l'UNESCO. Des représentants du gouvernement du Québec ont pris la parole à six reprises lors des tables rondes ministérielles et des commissions sectorielles portant sur l'éducation et les sciences exactes et naturelles (Paris, octobre 2007). Participation du gouvernement du Québec à la 56 ^e Session du Conseil du Bureau international d'éducation (BIE) afin de préparer la prochaine Conférence internationale en éducation qui aura lieu en novembre 2008 (Genève, janvier 2008). Participation active de représentants du gouvernement du Québec dans le cadre de conférences de l'UNESCO portant sur les sciences naturelles et exactes, notamment lors de la première rencontre du groupe de travail sur l'avenir de la Commission océanographique intergouvernementale ainsi que lors du 3 ^e Congrès mondial des réserves de la biosphère (Paris, février 2008; Madrid, février 2008).	Suivi de la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Soutien à la participation des représentants québécois aux comités et aux groupes de travail. Partenaires : MELS, MDEIE, MDDEP.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Dopage dans le sport. Participation aux consultations portant sur la mise au point d'un système informatisé pour assurer le suivi et le respect de la Convention internationale contre le dopage dans le sport et intervention dans les mécanismes de contrôle de cette convention (Québec, mars 2007).	Transmission de la position québécoise aux mécanismes de contrôle de la Convention. Partenaires : MELS.
Sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information. Participation de représentants du gouvernement du Québec aux groupes de travail pour la mise en œuvre des orientations issues du Sommet mondial sur la société de l'information. Cette participation a permis de favoriser l'échange d'expertise et a contribué à l'avancement des travaux portant sur la sécurité, la gouvernance et la diversité linguistique dans les technologies de l'information (Genève, mai 2007).	Soutien à la participation des quatre représentants du Québec. Partenaire: MSG.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Droits des peuples autochtones. Lors des négociations de la Déclaration interaméricaine sur les droits des peuples autochtones, le gouvernement du Québec a fait valoir ses positions et participé activement aux séances de négociation au sein de la délégation canadienne (La Paz, Bolivie, avril 2007; Washington, mars 2008).	Participation à la reformulation des positions canadiennes. Partenaires : SAA, MJQ, MRNF, SAIC.
Soutien à Haïti. Entretien entre la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et le secrétaire général de l'OEA lors de la Conférence de Montréal. Cette rencontre a permis de présenter les programmes de soutien à Haïti dans le cadre du programme PARGEP et de souligner la collaboration du gouvernement québécois à la mission canadienne auprès de l'OEA.	Organisation de la rencontre et préparation des notes d'entretien.

INDICATEUR 2 > Mécanismes de concertation développés avec les ministères sectoriels

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Deux mécanismes de concertation ont été élaborés en 2007-2008 : 1. Un mécanisme de concertation intersectoriel quant au projet de Déclaration interaméricaine sur les droits des peuples autochtones; 2. Un mécanisme de consultation interministérielle qui permet de définir les positions québécoises que le gouvernement entend promouvoir à l'UNESCO.	Coordination des comités. Partenaires : MDDEP, MELS, MDEIE, MSG, MSSS.

OBJECTIF 3.

Contribuer à ce que plus de 100 pays aient ratifié d'ici 2009 la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et appuyer la mise en œuvre de la Convention

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, le Québec collabore activement avec d'autres gouvernements, les milieux culturels et l'Organisation internationale de la Francophonie au dossier de la diversité culturelle. Cette participation vise à faire reconnaître le droit souverain des États et des gouvernements d'adopter, de mettre en œuvre et de financer les politiques et les mesures qu'ils jugent appropriées en vue du développement et de la promotion des biens et services culturels sur leur territoire. L'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par l'UNESCO, en octobre 2005, a constitué une étape importante en vue d'une reconnaissance du droit des États en cette matière. La ratification de la Convention par le plus grand nombre possible de pays de même que la définition des directives opérationnelles qui l'accompagnent visent à permettre une efficacité accrue de cet instrument international.

INDICATEUR 1 > Nombre de ratifications et nature des interventions

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Au 31 mars 2008, 80 pays avaient ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, dont 24 entre le 1 ^{er} avril 2007 et le 31 mars 2008.	Poursuite du plan d'action visant à accroître le nombre de ratifications ▪ Sensibilisation de ministres, d'ambassadeurs, de consuls généraux et de personnalités lors de discours et d'entretiens de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. ▪ Engagement soutenu des chefs de poste du réseau québécois à l'étranger. ▪ Collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie pour l'application de son plan d'action opérationnel, par le prêt des services d'une personne ressource du Ministère. ▪ Renouvellement de l'appui financier à la société civile. ▪ Collaboration avec la Commonwealth Foundation pour l'organisation d'un séminaire portant sur la Convention (Londres, mars 2008). ▪ Partenaires : MCCCCF, MDEIE, Coalition pour la diversité culturelle.

INDICATEUR 2 > Mesures de mise en œuvre appuyées par le Québec

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Au 31 mars 2008, la négociation de plusieurs directives opérationnelles relative à la Convention était en cours, notamment celles qui traitent du règlement intérieur, de la société civile, des partenariats et du Fonds international pour la diversité culturelle.	Participation aux réunions internationales des deux organes de suivi de la Convention (juin et décembre 2007), pour l'élaboration des directives opérationnelles. Contribution de 100 000 \$ du gouvernement du Québec au Fonds international pour la diversité culturelle, prévu à l'article 18 de la Convention. Appui financier à la mise sur pied du Réseau international d'information et de soutien juridique en matière de diversité des expressions culturelles.

3.2 FRANCOPHONIE

OBJECTIF 4.

Contribuer à la modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie

La Francophonie, composée de 55 membres et de 13 observateurs, représente un haut lieu d'expression de l'action internationale du Québec. La modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est un objectif que le Québec poursuit afin que les décisions prises par les pays se traduisent le plus efficacement possible en actions et en résultats. Le fait que le Québec soit hôte du Sommet de la Francophonie en 2008 lui confère un pouvoir d'influence particulier auprès des instances de la Francophonie institutionnelle.

INDICATEUR 1 > Modification du format des Sommets

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Orientation des débats autour d'enjeux : Le Québec a fait part de sa volonté d'orienter les débats du prochain Sommet de la Francophonie sur des « enjeux », plutôt que sur un thème. Le Québec souhaite ainsi ajouter un caractère d'actualité au Sommet en interpellant les chefs d'État et de gouvernement sur les défis de l'heure. Il milite aussi pour que la déclaration issue de ce sommet soit plus engageante et axée sur l'action.	Participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la Conférence ministérielle à Vientiane, Laos (novembre 2007). Coordination de l'initiative.
Consultations élargies autour des enjeux : À Vientiane, le Québec a proposé d'accroître la participation des membres de la Francophonie à la définition des enjeux du Sommet. Il a voulu qu'un processus de consultation soit mis sur pied pour préparer les discussions et les possibilités d'action liées aux enjeux.	Participation à la définition des enjeux et aux rencontres de concertation et de consultation pour la préparation des travaux.
Discussions en table ronde : Par cette proposition d'encadrer différemment les interventions des chefs d'État et de gouvernement, le Québec veut favoriser des échanges ouverts et faciliter le dialogue et la concertation.	Ordonnancement des travaux du Sommet suivant cette nouvelle formule.

INDICATEUR 2 > Adoption, par l'Organisation internationale de la Francophonie, de règles de bonne gouvernance

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Resserrement des contrôles financiers par le bureau de l'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie.	Interventions du Québec à cette fin auprès de différents interlocuteurs et au sein des commissions, notamment la Commission administrative et financière.
Développement de l'approche axée sur les résultats.	Appui au développement de cette approche. Participation de professeurs de l'École nationale d'administration publique à la formation des cadres de l'OIF.

OBJECTIF 5.

Consolider l'influence du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie et contribuer à la réalisation du Sommet de 2008

Le Québec participe activement aux travaux des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie. Les enjeux qui seront traités au Sommet de la Francophonie en 2008, notamment ceux de la langue française et de l'environnement ainsi que celui portant sur les droits et la démocratie, lui permettront de mettre à profit son expertise, tout en contribuant aux efforts de solidarité envers les pays du Sud. Le Québec collabore activement avec les autres opérateurs de la Francophonie, particulièrement TV5 Monde et l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

INDICATEUR 1 > Participation aux instances de l'OIF et contribution à la réalisation du Sommet en 2008

Résultats	Contribution du MRI à la préparation du Sommet
Participation du Québec aux instances de la Francophonie : - Conférence des ministres de la Francophonie à Vientiane, Laos, les 20 et 21 novembre 2007. - Conseil permanent de la Francophonie (trois sessions), commissions politique, économique, administrative et financière ainsi que de coopération et de programmation.	Organisation des rencontres liées à la préparation du Sommet, notamment avec le secrétaire général de la Francophonie et avec le président de la France. Coordination de la position québécoise sur les dossiers et les enjeux du Sommet et concertation avec le gouvernement fédéral canadien. Organisation logistique du Sommet, promotion de l'événement et préparation de l'accueil des chefs d'État et de gouvernement. Contribution financière supplémentaire de 2 millions de dollars accordée à l'OIF. Partenaire : gouvernement canadien.

INDICATEUR 2 > Questions traitées par l'OIF et ses instances d'intérêt particulier pour le Québec

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Diversité des expressions culturelles (Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles)	Prêt des services d'une ressource à l'OIF pour œuvrer à l'élaboration et la coordination du plan d'action pour appuyer la ratification de la Convention par les pays de la Francophonie.
Langue française, changements climatiques et droits et démocratie	Sujets que le Québec a inscrits comme enjeux au Sommet.
TV5 Monde	Implication active avec des partenaires européens et le Canada pour le maintien de cette télévision multilatérale avec une programmation généraliste.
Gestion des municipalités	Contribution financière à l'adhésion de quatre villes québécoises et de l'Union des municipalités du Québec à l'AIMF. Partenaire : MAMR.

➤ ORIENTATION STRATÉGIQUE 2

Contribuer au développement du Québec
et à son rayonnement en intensifiant ses actions
auprès des gouvernements et des différents réseaux
d'influence des pays, États fédérés ou régions prioritaires

3.3 AMÉRIQUE DU NORD

OBJECTIF 6.

Conduire avec les partenaires nord-américains des initiatives pour favoriser l'accès aux marchés

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis l'une des priorités de son action internationale. Les relations établies aux États-Unis, tant avec les États américains qu'auprès de l'administration fédérale et du Congrès, ont des incidences directes sur la vie des Québécois, notamment en matière de commerce et de sécurité. La prospérité économique du Québec est largement tributaire de ses exportations à destination des États-Unis, qui comptent pour près de 75 % de ses exportations mondiales. Le gouvernement du Québec s'est prononcé en faveur d'un accroissement de l'intégration économique nord-américaine et a annoncé son intention de renforcer les corridors de commerce avec les régions avoisinantes et de mettre en place des infrastructures assurant la fluidité aux abords des postes frontaliers.

INDICATEUR 1 ➤ Interventions du gouvernement du Québec auprès d'États américains et au sein de divers regroupements régionaux

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Participation du Québec à la 31 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (Île-du-Prince-Édouard, juin 2007). Parmi les sujets abordés, citons, en plus de la fluidité des échanges à la frontière, l'environnement, l'énergie et les enjeux démographiques.	Coordination de la mission du premier ministre : préparation, accompagnement et suivis. Élaboration des positions québécoises.
Missions de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie dans le Sud-Est des États-Unis (Atlanta) et dans l'Ouest des États-Unis (Los Angeles et Las Vegas) (juin 2007).	Inauguration de la Délégation du Québec à Atlanta.
Participation du premier ministre et de plusieurs ministres (MDEIE, MRNF, MSSS) à l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments, un regroupement d'élus de législateurs et de représentants gouvernementaux des États du Nord-Est des États-Unis et de certaines provinces canadiennes (Québec, août 2007). Parmi les enjeux évoqués précisons l'environnement, l'énergie, l'agriculture, le transport et la sécurité.	Organisation des rencontres politiques du premier ministre et préparation des positions québécoises. Partenaires : MDEIE, MRNF, MSSS, Assemblée nationale, Hydro-Québec.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Rencontre du Comité conjoint Québec-Vermont (septembre 2007), occasion de faire le point sur les dossiers de première importance en matière d'environnement, d'énergie, de sécurité et de transport.	Coordination de la rencontre et de l'élaboration de la position québécoise. Partenaires : MRNF, MSSS, MTQ.
Mission du premier ministre à New York et, notamment, rencontre avec le gouverneur de l'État (octobre 2007). Les questions liées aux besoins énergétiques de l'État de New York, la sécurité à la frontière canado-américaine et à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI), ont été abordées.	Organisation de la mission, accompagnement et coordination des dossiers abordés.
Signature d'une déclaration conjointe et participation du premier ministre au lancement de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (novembre 2007), et accueil des gouverneurs de la Géorgie et du Tennessee. L'Alliance vise à favoriser les échanges commerciaux, à promouvoir les investissements bilatéraux et à stimuler les échanges technologiques et scientifiques entre les provinces et les États concernés.	Planification et organisation de l'événement à Montréal. Partenaire : MDEIE.
Visite au Québec du lieutenant-gouverneur de l'État du Massachusetts, signature d'une entente en matière de renseignements et de sécurité, et discussions sur l'approvisionnement en énergie hydroélectrique.	Accueil de la visite, organisation des rencontres et suivis.

INDICATEUR 2 > Démarches visant à faciliter la fluidité aux frontières

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Sensibilisation de plusieurs décideurs politiques et économiques aux préoccupations du Québec à l'égard des normes visant à assurer la sécurité et la fluidité des échanges à la frontière. Les incidences potentiellement négatives pour le Québec de certaines mesures, en premier lieu la WHTI, figurent parmi les sujets abordés. Parmi les décideurs sensibilisés, soulignons des représentants du Congrès, des gouverneurs, l'ambassadeur et les autres diplomates des États-Unis au Canada, plusieurs collaborateurs des élus du Congrès américain ainsi que des groupes de gens d'affaires. Notons les initiatives particulières auprès de la Secrétaire d'État américaine et du Secrétaire américain de la Sécurité intérieure afin de les sensibiliser aux préoccupations du Québec envers la WHTI et de veiller à ce que soit adoptée une solution de rechange au passeport.	Coordination de plusieurs visites officielles au Québec et de missions aux États-Unis. Préparation de la participation du premier ministre et d'autres représentants québécois à diverses rencontres. Préparation des positions et des réponses, pour faire suite aux appels de commentaires de l'administration américaine quant à la réglementation envisagée pour la WHTI.
Signature d'une déclaration conjointe Québec-Vermont portant sur la mise en œuvre de leurs programmes respectifs de permis de conduire amélioré permettant d'entrer aux États-Unis par voie terrestre ou maritime dans le cadre de la WHTI (décembre 2007). Développement, par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), du permis de conduire PLUS qui pourrait être utilisé au lieu du passeport à la frontière et collaboration avec l'État de New York sur les meilleures pratiques à privilégier dans ce domaine.	Coordination de l'élaboration de la position québécoise à l'égard de la WHTI et du permis de conduire PLUS. Partenaire : SAAQ.
Mission du ministre de la Sécurité publique auprès du New York State Office of Homeland Security, de la New York State Police, du New York City Police Department et entretien avec le Deputy Secretary for Public Safety de l'État de New York (septembre 2007).	Coordination de la mission et accompagnement. Partenaire : MSP.
Signature d'une entente de coopération en matière de sécurité publique entre le Québec et l'État du Massachusetts (novembre 2007). L'entente touche principalement l'échange de renseignements sur les meilleures pratiques en matière de sécurité publique.	Coordination de l'élaboration de la position québécoise. Partenaire : MSP.
Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et de représentants du MSSS, du MSP et de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ) aux Centers for Disease Control, à Atlanta pour définir des moyens de collaboration en matière de santé publique et de lutte contre les pandémies (juin 2007).	Coordination de la mission. Partenaires : MSSS, MSP, INSPQ.

OBJECTIF 7.

Positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés

Le rôle des gouvernements d'États fédérés est primordial et déterminant dans la lutte contre les changements climatiques, particulièrement en Amérique du Nord. En effet, le leadership de certains États américains et de certaines provinces canadiennes a toutes les chances d'inciter les gouvernements fédéraux à relever le défi des changements climatiques. En plus d'être actif au sein de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, le Québec a amorcé des pourparlers en vue de son adhésion à la Western Climate Initiative et il est membre du Climate Registry et observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative. Dans le domaine de la gestion de l'eau, le Québec entretient des relations avec plusieurs États américains, notamment dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent et des ententes concernant les lacs Champlain et Memphrémagog.

INDICATEUR 1 > Interventions au sein de regroupements régionaux

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Sensibilisation de décideurs politiques américains aux principaux enjeux environnementaux relatifs au bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent en collaboration avec les huit États de la région des Grands Lacs et l'Ontario. Parmi les enjeux touchés : utilisation et conservation de l'eau, espèces exotiques envahissantes.	Participation à l'élaboration du Plan stratégique quinquennal de la Commission des Grands Lacs.
Participation du Québec aux travaux des comités sur les changements climatiques, les pluies acides, le mercure, la qualité de l'air et les transports, dans le cadre de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), (avril 2007, juin 2007, octobre 2007, janvier 2008 et février 2008).	Contribution du MRI à l'élaboration de la position du Québec et à la mise en œuvre des plans d'action. Partenaires : MDDEP, MRNF, MTQ, MAPAQ.
Participation du Québec à la Commission des Grands Lacs, à titre de membre associé (mai 2007 et février 2008). Le principal mandat de la Commission des Grands Lacs (CGL) est de veiller à ce que l'utilisation et la gestion des eaux et des autres ressources naturelles du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent se fassent de façon responsable vis-à-vis de l'environnement dans une perspective de développement durable.	Participation à l'élaboration de la position du Québec. Partenaires : MDDEP, MTQ.
Participation du Québec à la réunion annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du St-Laurent (juillet 2007). L'Alliance est une coalition binationale de maires et d'autres responsables locaux qui travaillent activement avec les gouvernements fédéraux, provinciaux et ceux des États, afin d'accentuer la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.	Participation à l'élaboration de la position du Québec. Partenaires : MDDEP, MTQ.
Négociations en vue de l'adhésion du Québec à la Western Climate Initiative (WCI) dont l'objectif est de permettre à ses participants de se doter d'une plate-forme commune pour faire face à la lutte aux changements climatiques. Les membres partenaires de la WCI sont les État de Washington, de l'Oregon, de la Californie, de l'Arizona, du Nouveau-Mexique, de l'Utah et du Montana ainsi que les provinces canadiennes de la Colombie-Britannique et du Manitoba.	Coordination des positions québécoises. Participation et soutien à la participation du MDDEP et du MRNF aux réunions du comité des membres partenaires et observateurs.
Admission du Québec comme observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative regroupant dix États du Nord-Est des États-Unis (janvier 2008). Il s'agit d'une initiative régionale visant à plafonner et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de centrales d'électricité.	Participation à l'élaboration du dossier de candidature.
Adhésion du Québec, en décembre 2007, au Climate Registry, entité créée en mai 2007 afin d'élaborer un registre des émissions de GES pour les États américains et mexicains, de même que pour les provinces et territoires canadiens souhaitant s'y joindre.	Collaboration au dossier de candidature. Partenaire : MDDEP.

OBJECTIF 8.

Positionner le Québec comme un acteur majeur en matière d'approvisionnement énergétique

Le Québec, quatrième producteur mondial d'hydroélectricité, représente un partenaire énergétique important des États-Unis, tant en matière de sécurité des approvisionnements que de fourniture d'énergie propre et renouvelable. Parmi les objectifs de la Stratégie énergétique gouvernementale de 2006, plusieurs sont d'intérêt pour les rapports entre le Québec et les États-Unis. Le développement de nouveaux projets hydroélectriques et éoliens pourraient permettre d'accroître les exportations québécoises d'énergie propre et renouvelable vers les États-Unis, ce qui contribuerait notamment à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration de la qualité de l'air dans le Nord-Est du continent.

INDICATEUR 1 > Participation au sein de regroupements régionaux

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Promotion des intérêts du Québec auprès du Comité international du Nord-Est sur l'énergie de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC) (octobre 2007 et février 2008).	Contribution à l'élaboration de la position concertée du Québec. Le Québec copréside ce comité. Partenaire : MRNF.

INDICATEUR 2 > Actions de promotion sur le territoire

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Visite du gouverneur de l'État de la Virginie occidentale axée sur le développement énergétique et rencontres avec des sociétés ayant des investissements dans cet État (octobre 2007).	Coordination de l'accueil de la délégation.
Mission du ministre des Ressources naturelles et de la Faune dans l'État du Massachusetts visant à positionner le Québec en tant que leader régional dans le domaine des énergies renouvelables et à promouvoir la capacité du Québec à répondre aux normes liées à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (février 2008).	Préparation, accompagnement, coordination et suivis de la mission. Partenaires : MRNF, Hydro-Québec.
Participation de représentants d'Hydro-Québec à diverses activités du Canada Day in Albany pour promouvoir l'hydroélectricité québécoise auprès des législateurs et autres décideurs de l'État de New York (mars 2008). À cette occasion, rencontre avec des membres du Cabinet du gouverneur.	Coordination de la mission et accompagnement des représentants d'Hydro-Québec.

OBJECTIF 9.

Consolider et approfondir les liens avec le gouvernement central du Mexique et avec les gouvernements de certains États

La Politique internationale du Québec considère le Mexique comme un pays prioritaire. Les principaux axes d'intervention sur ce territoire sont la consolidation et l'accroissement des échanges économiques de même que l'intensification des relations avec les États mexicains. Les secteurs de la culture et de l'éducation présentent également des perspectives intéressantes pour le Québec au Mexique et constituent deux piliers de la relation entretenue avec ce pays.

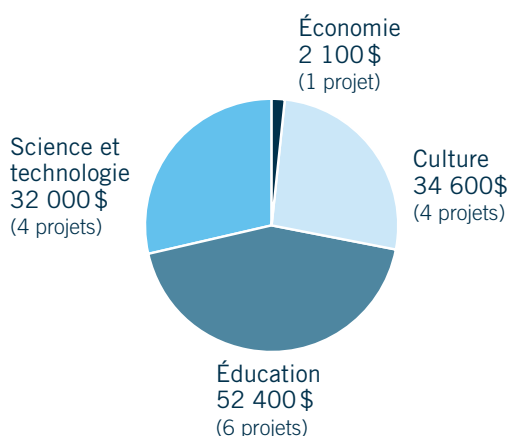
INDICATEUR 1 > Nature des liens développés

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Visite au Québec du gouverneur de l'État du Nuevo León (juin 2007) à titre de conférencier au Forum économique international des Amériques et pour diriger une mission commerciale. Parmi les sujets abordés, mentionnons la place des États fédérés sur la scène internationale, ainsi que le renforcement des liens Québec-Nuevo León.	Coordination et organisation de la visite et des entretiens. Partenaire : MDEIE.
Entretien entre le premier ministre et la secrétaire des Relations extérieures du Mexique afin de discuter de la situation politique mexicaine, de la question de la mobilité de la main-d'œuvre et des projets de collaboration entre le Québec et le Mexique (août 2007).	Préparation de l'entretien politique.
Présence du Québec à l'inauguration officielle du Forum universel des cultures, événement qui s'est déroulé à Monterrey du 20 septembre au 8 novembre 2008 et auquel ont participé quelques 70 artistes et conférenciers québécois. À la suite de l'inauguration, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a dirigé une mission économique et institutionnelle à Monterrey et Mexico (septembre 2007), composée d'une trentaine de représentants d'entreprise et d'une dizaine de représentants du milieu de l'éducation.	Coordination de la présence québécoise au Forum. Préparation, accompagnement, coordination et suivis de la mission. Partenaires : MDEIE, MCCC, MELS, OQAJ.
Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec différents acteurs politiques du gouvernement fédéral du Mexique et du gouvernement de l'État du Nuevo León, pour explorer les possibilités d'échange et de collaboration dans les domaines économiques et éducatifs. Ont été rencontrés le gouverneur et les secrétaires de l'Éducation et du Développement économique du Nuevo León, la sous-secrétaire des négociations commerciales et internationales du Secrétariat de l'économie du Mexique et le sous-secrétaire à l'enseignement collégial du Secrétariat de l'éducation publique du Mexique.	Coordination et préparation des entretiens. Partenaires : MDEIE, MELS, OQAJ.
Visite multisectorielle au Québec d'une délégation de 10 fonctionnaires de l'État de Jalisco œuvrant dans les domaines de l'éducation, de la science et technologie, de l'économie et de la culture dans l'optique de développer une collaboration plus soutenues entre les deux entités fédérées (décembre 2007).	Organisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MCCC, MELS.
Dans le contexte du Forum économique mondial de Davos (Suisse, janvier 2008), le premier ministre du Québec a eu des entretiens avec les gouverneurs des États du Nuevo León et de Mexico.	Préparation des entretiens.

INDICATEUR 2 > Projets de coopération soutenus avec le Mexique

Quinze projets de coopération entre des partenaires québécois et mexicains ont été soutenus en 2007-2008. La répartition du financement par secteur est la suivante :

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION AVEC LE MEXIQUE



Exemples de projets de coopération

- Jumelage entre festivals de cinéma.
- Échanges académiques et artistiques entre des écoles de danse.
- Établissement de réseaux de chercheurs sur le développement de l'expertise de l'enseignement et de l'apprentissage à l'université.
- Collaboration en tourisme d'aventure Gaspésie-Nayarit.
- Évaluation des effets de pompage sur la quantité et la qualité d'eau dans la vallée de Toluca.

3.4 EUROPE

OBJECTIF 10.

Maintenir un dialogue politique de haut niveau avec la France et mettre en œuvre la coopération

La coopération avec la France vise l'enrichissement sous toutes ses formes de la société québécoise. Il en résulte un meilleur positionnement des intérêts, du savoir-faire et de l'expertise québécoise sur ce territoire et en Europe. Un des piliers de la relation France-Québec est la tenue de rencontres alternées des premiers ministres québécois et français. C'est lors de ces échanges que les principaux domaines de coopération sont définis, de même que les orientations qui conditionnent l'appui accordé à plusieurs dizaines de projets mis de l'avant de façon conjointe par des partenaires français et québécois.

INDICATEUR 1 > Nature et portée des interventions

- En 2007-2008, plusieurs membres du gouvernement du Québec ont rencontré une vingtaine de personnalités politiques françaises de haut niveau (président, premier ministre, ministres, secrétaires d'État, ministres, présidents de Conseil régional et maires) afin de faire avancer des priorités communes aux deux sociétés. Ces rencontres se sont déroulées au cours de 16 visites et missions ministérielles, au Québec et en France.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Développement et approfondissement du dialogue politique. Le premier ministre a rencontré les personnalités françaises suivantes en 2007-2008 : - le président, M. Nicolas Sarkozy (juillet 2007, février 2008); - le premier ministre, M. François Fillon (juillet 2007, janvier 2008); - le ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Bernard Kouchner (juillet 2007, janvier 2008). Parmi les principaux sujets abordés, soulignons les dossiers prioritaires du développement de l'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, les célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec et la promotion d'un projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne. De façon plus particulière, les aspects liés au Sommet de la Francophonie ont été abordés avec le président de la France. Les rencontres avec le premier ministre de la France ont permis de planifier la 15^e Rencontre alternée des premiers ministres québécois et français prévue à Québec en juillet 2008.	Organisation et coordination des trois missions du premier ministre en territoire français. Préparation des rencontres politiques et des thèmes d'entretien. Partenaires : MDEIE, MELS, MDDEP, MAMR, SCT, SAIC, MCE, MESS, MCCCCF.
400^e anniversaire de la ville de Québec. Ce dossier a teinté les liens politiques entre la France et le Québec en 2007-2008. Une collaboration étroite a été établie avec l'ancien premier ministre de la France, sénateur de la Vienne et président du comité français d'organisation pour les célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec en 2008, M. Jean-Pierre Raffarin, pour favoriser la participation française à cet événement. Sensibilisation du public français aux festivités prévues au Québec et en France. Les maires des villes suivantes ont été rencontrés : Bordeaux, Saint-Malo, La Rochelle, Brouage. En janvier 2008, il était prévu qu'une centaine d'activités seraient menées par la France lors de ces festivités. Plusieurs régions, dont Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Aquitaine, Alsace, Basse-Normandie et Bretagne ont conçu une programmation des festivités du 400^e.	Promotion de l'événement. Organisation de trois missions ministérielles québécoises : une de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et deux du ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la région de Québec. Partenaires : Société du 400^e, Ville de Québec
Entente sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Le premier ministre du Québec et le président de la France ont convenu, en juillet 2007, d'établir et de conclure une entente pour faciliter et accélérer la reconnaissance mutuelle et effective des qualifications requises pour accéder aux professions et métiers réglementés des deux territoires. Cette entente vise la mise en place de mécanismes souples susceptibles de faciliter le recrutement de professionnels et de travailleurs qualifiés.	Partenaires : MTRAV, MICC, MDEIE, MELS, Office des professions du Québec, ordres professionnels du Québec, Commission de la construction du Québec, Commission des partenaires du marché du travail.

Résultats

Nature de l'intervention du MRI

Coopération avec les régions françaises. Dialogue politique avec plusieurs présidents des conseils régionaux : Poitou-Charentes, Aquitaine, Rhône-Alpes, Alsace, Midi-Pyrénées et Île-de-France.

Signature du premier plan d'action avec la région Île-de-France, qui porte notamment sur le développement économique, la formation professionnelle et universitaire, le tourisme et le développement social urbain. Le plan d'action avec la région Aquitaine a également été renouvelé, lequel priorise quelques secteurs, dont l'agroalimentaire, l'aéronautique, la nutraceutique et l'optique.

En matière d'affaires publiques, le Québec a été l'invité d'honneur du plus important Marché de Noël en Europe, celui de Strasbourg. Pendant près d'un mois, de nombreux artistes et artisans du Québec ont pu démontrer leur savoir-faire et exposer leurs produits.

Accueil au Québec de Mme Ségolène Royal, présidente du Conseil régional Poitou-Charentes.

Négociation des plans d'action avec les régions. La Délégation générale du Québec à Paris est la partie québécoise signataire des plans d'action.

Coordination de la présence du Québec au Marché de Noël de Strasbourg.

Échanges en matière d'économie, d'immigration, de jeunesse et de modernisation de l'État. Des ministres québécois et français ont partagé leur expertise dans ces domaines, suivi l'avancement des collaborations déjà existantes ou jeté les bases de nouvelles initiatives. Les ministres français responsables des secteurs suivants ont notamment été rencontrés en 2007-2008 :

- Agriculture et Pêche;
- Immigration, Intégration, Identité nationale et Codéveloppement;
- Santé, Jeunesse, Sports et Vie associative;
- Économie, Industrie et Emploi.

Des échanges politiques ont également eu lieu avec trois secrétaires d'État français en charge de l'évaluation des politiques publiques, de consommation, de tourisme et du transport, entre autres.

Accueil au Québec de M. Michel Barnier, ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de M. Éric Besson, secrétaire d'État.

Organisation des rencontres politiques pour le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, la ministre des Transports et la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

Partenaires : MAPAQ, MICC, OFQJ, MDEIE, SCT, MTQ.

Coopération institutionnelle. Plus de 100 projets qui concernent des partenaires québécois et français ont fait l'objet d'un suivi et 5 nouveaux projets ont été sélectionnés en 2007-2008. Parmi les nouveaux projets, soulignons la création d'un axe de coopération portant sur le développement durable et l'environnement.

Les secteurs prioritaires ciblés par les premiers ministres du Québec et de la France sont le développement économique et régional, la langue et la culture, la modernisation de l'État, la santé, la jeunesse et l'éducation. Le tableau suivant donne plus de détails sur les projets de coopération soutenus.

Coordination du programme de coopération et suivi des résultats et de l'avancement des projets.

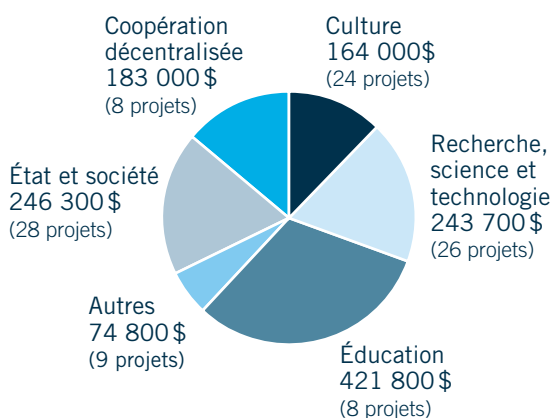
Organisation de la rencontre de mi-parcours.

Partenaires : ministères sectoriels concernés, Consulat général de France à Québec.

COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

Près de 1,33 million de dollars a été alloué pour soutenir les 103 projets de coopération sélectionnés entre les partenaires français et québécois en 2007-2008.

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE



Exemples de projets de coopération

- Promotion du français et de la Francophonie : les Francovilles.
- Innovation en nanostructures photoniques appliquées au secteur biomédical.
- Programme d'échanges d'élèves.
- Protection du milieu marin et du littoral, échanges d'expertise sur la gestion des risques environnementaux.
- Sécurité alimentaire – biosécurité et gestion des risques en santé animale et publique.

OBJECTIF 11.

En Europe, faire la promotion du projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne

Constatant que la relation avec l'Union européenne n'a pas atteint son plein potentiel, le gouvernement du Québec souhaite le développement d'un partenariat économique plus étroit entre le Canada et l'Union européenne. Les retombées anticipées pour le Québec sont importantes puisque cet accord facilitera l'accès aux marchés européens, lesquels représentent plus de 500 millions de personnes. Il vise l'allègement de certaines charges administratives et juridiques des entreprises et des consommateurs québécois et l'augmentation de l'investissement direct étranger, ce qui encouragera la création d'emplois et l'introduction de nouvelles technologies. Le Québec tirera profit d'une coopération scientifique et technologique plus étroite de même que d'une plus grande mobilité de spécialistes et des travailleurs.

INDICATEUR 1 > Nature des initiatives prises

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Sensibilisation de plus d'une centaine de représentants européens. Issus de milieux politiques et économiques, des représentants européens ont été sensibilisés aux avantages d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne afin d'obtenir leur soutien. Les personnes avec qui ce dossier a été abordé représentaient notamment : ▪ les gouvernements nationaux; ▪ les gouvernements régionaux; ▪ les institutions européennes : le Parlement et la Commission européenne; ▪ les représentants des régions d'Europe à Bruxelles; ▪ le milieu des affaires. Ces actions de promotion ont permis de recevoir l'appui d'une quinzaine de pays européens dont la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, ainsi que de plusieurs régions, notamment la Lombardie, la Bavière et la Flandre. Plus de 80 entreprises canadiennes et européennes adhèrent également à l'idée d'un tel accord.	Appui aux entretiens politiques menés par le premier ministre ou des ministres québécois, notamment le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Participation active des représentants du Québec à l'étranger. Partenaires : MDEIE, Mission du Canada auprès de l'Union européenne, Forum sur le commerce CanadaEurope.

OBJECTIF 12.

Développer les relations politiques, économiques et la coopération sectorielle avec les pays et régions prioritaires d'Europe

Le développement des relations politiques avec certains pays européens d'intérêt prioritaire pour le Québec favorise la coopération dans différents domaines. Cette coopération concerne notamment des universitaires, des artistes et des entrepreneurs, qui ont l'occasion de faire connaître leur expertise à l'étranger et de s'enrichir de celle de leurs partenaires. Sur le plan gouvernemental, il est dans l'intérêt du Québec de créer des alliances et des collaborations avec d'autres entités fédérées. Cette action commune aide à promouvoir des enjeux stratégiques pour l'avenir du Québec.

INDICATEUR 1 > Nature et portée des interventions

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
États et gouvernements européens. Promotion du 400^e anniversaire de la ville de Québec dans la majorité des États européens en vue de favoriser leur participation aux activités entourant l'événement et de faire connaître au grand public l'histoire, la culture et les particularités du Québec.	Organisation d'activités soulignant l'événement. Partenaires : Ville de Québec, Société du 400^e.

Résultats

Nature de l'intervention du MRI

États et gouvernements participant au Forum économique mondial 2008, Davos

Promotion du potentiel du Québec en matière économique et scientifique, notamment lors de 16 rencontres politiques bilatérales du premier ministre à l'occasion de ce forum (janvier 2008).

Coordination de la participation du premier ministre.

Préparation de dossiers politiques traités avec des pays présents au Forum.

Partenaire : MDEIE.

ROYAUME-UNI

Consolidation des liens entre le Québec et le British Council lors d'un entretien entre le premier ministre et le directeur général de cette organisation (janvier 2008). Le Québec a réaffirmé l'importance qu'il attache à l'accord de coopération qui le lie avec cet organisme depuis 2002.

Développement des liens avec le Welsh Language Board, par une entente signée en mai 2007, qui officialise le programme de coopération en matière d'aménagement linguistique.

Appui à la mission du premier ministre à Londres.

Partenaire : Secrétariat à la politique linguistique.

ALLEMAGNE

Mise en valeur de l'expertise du Québec en matière d'immigration et de science et technologie lors de l'entretien du premier ministre avec le Groupe parlementaire de la Coalition des chrétiens-démocrates.

Échanges sur le fédéralisme lors de l'entretien du premier ministre avec le président du Bundestag de l'Allemagne.

Organisation de la visite du Groupe d'amitié Canada-Allemagne du Bundestag au Québec.

Partenaires : MDEIE, Assemblée nationale, SAIC, MICC.

BAVIÈRE (Allemagne)

Renforcement des liens politiques et de la coopération entre le Québec et la Bavière par la signature d'une déclaration commune.

Mise en valeur du savoir-faire et de l'expertise du Québec en matière d'immigration, d'éducation, de culture, de sécurité publique et de gouvernement en ligne auprès du ministre-président de la Bavière et du président du Landtag de la Bavière. Deux missions ministérielles bavaroises ont eu lieu au Québec, l'une principalement axée sur les enjeux de sécurité et l'autre sur les dossiers économiques.

Organisation de la mission du premier ministre en Bavière et des entretiens au Québec.

Coordination des négociations entourant la déclaration commune entre les chefs de gouvernement du Québec et de la Bavière.

Partenaires : MDEIE, MELS, MCCCCF, MSP, MSG, Assemblée nationale.

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE (CFB) ET RÉGION WALLONNE (Belgique)

Exploration des possibilités d'échanges d'expertise en matière d'éducation, de formation et d'emploi ainsi que de culture. La réforme pédagogique au Québec est un sujet qui a particulièrement suscité l'intérêt de la ministre-présidente de la CFB lors de sa visite au Québec (août 2008).

Tenue de la 5^e Commission mixte permanente de coopération Québec/Wallonie-Bruxelles 2007-2009 (Bruxelles, juin 2007).

Accueil de la ministre présidente de la CFB.

Coordination et organisation des entretiens du premier ministre et de trois ministres québécois.

Partenaires : MELS, MESS, MCCCCF, MDEIE.

FLANDRE (Belgique)

Promotion du potentiel du Québec en matière d'économie et d'innovation lors d'un entretien entre le nouveau ministre-président de la Flandre et le premier ministre, ainsi que lors de l'accueil d'une délégation flamande d'élus de différents partis politiques.

Tenue, sur le territoire de la Flandre, d'une vitrine du Québec, « Gek Op Québec » (Fou du Québec), permettant aux artistes et créateurs québécois de faire valoir leur savoir-faire et leurs produits culturels (de novembre 2007 à avril 2008).

Organisation de l'entretien du premier ministre du Québec.

Organisation et coordination de la visite de la délégation flamande et de l'entretien avec la vice-première ministre du Québec.

Partenaires : MCCCCF, MDEIE, MAMR.

CATALOGNE (Espagne)

Définition des priorités, des enjeux et sélection des projets de coopération entre le Québec et la Catalogne pour la période 2008-2010 à l'occasion du 5^e Comité mixte Québec-Catalogne (Barcelone, mars 2008).

Nouveau programme d'échanges de jeunes entre le Québec et la Catalogne mis sur pied par une déclaration commune, dans le cadre de la coopération gouvernementale.

Collaboration à l'organisation et à la coordination de la visite de deux délégations catalanes.

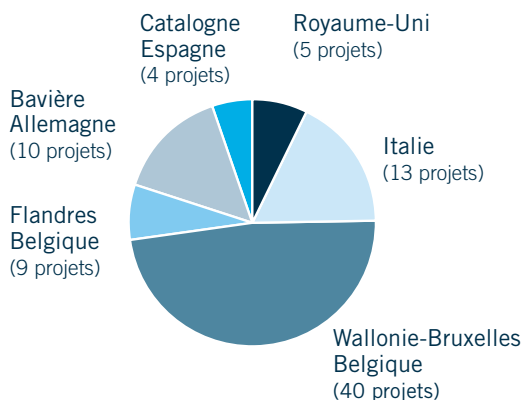
Partenaires : MCCCCF, MDEIE, MICC, MELS, MSP, OQLF, SPL, DGEQ, LOGIQ, SODEC, CALQ.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
ITALIE Représentation des intérêts du Québec au Congrès mondial de l'énergie (Rome, novembre 2007) et promotion de l'édition 2010 du Congrès qui se tiendra à Montréal. Ouverture d'un bureau d'affaires du Québec à Milan et établissement d'une collaboration étroite avec la chambre de commerce de Milan. Renouvellement du volet Culture et Éducation lors de la tenue de la 6^e Sous-Commission mixte de coopération Québec-Italie (Rome, juin 2007).	Poursuite des démarches en vue de l'ouverture de l'antenne économique. Coordination de la visite du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et de ses entretiens bilatéraux lors du congrès. Partenaires : MDEIE, MCCCCF, MRNF.
RUSSIE Sensibilisation des autorités russes à l'intérêt du Québec pour ce pays quant au potentiel de coopération entre les deux sociétés.	Préparation des rencontres avec des interlocuteurs politiques et économiques russes. Partenaires : MDEIE, MRNF.

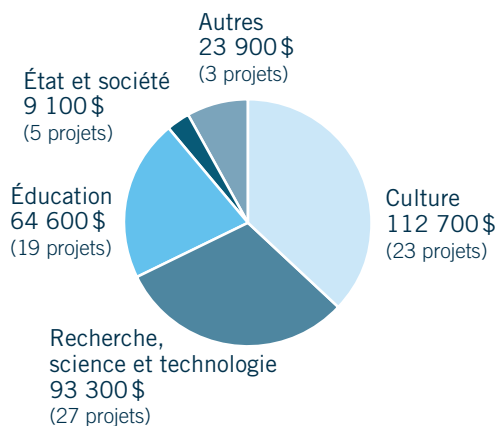
COOPÉRATION AVEC LES PAYS ET RÉGIONS D'EUROPE

Plus de 80 projets de coopération intéressant des partenaires québécois et des partenaires de pays ou de régions d'Europe autres que la France ont été soutenus en 2007-2008. La contribution gouvernementale québécoise s'élève à 303 500 \$. En 2007-2008, ont eu lieu deux commissions de coopération, avec la Wallonie-Bruxelles (juin 2007) et avec la Catalogne (mars 2008). La coopération avec le Royaume-Uni n'est pas encadrée par une commission de coopération. La répartition de la contribution financière du MRI par pays ou régions, ainsi que par secteur est la suivante :

PROJETS DE COOPÉRATION AVEC DES PAYS OU RÉGIONS D'EUROPE



FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



Exemples de projets de coopération

- Collaboration entre des institutions culturelles des villes de Québec et Liverpool pour le 400^e de Québec.
- Projets conjoints de recherche dans les secteurs des matériaux avancés : aérospatial et aéronautique, environnement, sciences de la vie, biotechnologies.
- Projet «Résidence en littérature», visant à accroître les échanges entre écrivains et à développer la traduction littéraire entre le néerlandais et le français.
- Création de l'Orchestre Bavière-Québec regroupant 30 jeunes musiciens québécois et bavarois.
- Échanges scientifiques dans les domaines de la foresterie, des changements climatiques et de la nutraceutique et des aliments fonctionnels.

3.5 MARCHÉS PORTEURS D'ASIE ET D'AMÉRIQUE DU SUD

OBJECTIF 13.

Accroître la capacité d'action du Québec sur les marchés porteurs

La Chine, l'Inde, le Brésil et le Japon sont désignés comme des «marchés porteurs» dans la Politique internationale du Québec. Ils constituent des marchés pour les produits et les services québécois et offrent des possibilités de partenariats intéressants pour améliorer la compétitivité des entreprises québécoises, tout en constituant des sources d'investissement au Québec. Au cours des dernières années, on a observé que les économies émergentes, notamment en Asie et en Amérique du Sud, prennent une part de plus en plus importante dans l'économie mondiale. Ces pays s'imposent comme des partenaires avec qui le Québec se doit de créer des liens à la fois politiques, économiques et institutionnels.

INDICATEUR 1 > Effectifs en place et bureaux fonctionnels

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Un nouveau bureau du Québec a été ouvert à São Paulo, au Brésil (mars 2008). Le bureau comptait sept employés au 31 mars 2008. Au cours de l'année, le directeur nouvellement nommé au Bureau du Québec à Mumbai a effectué deux séjours en Inde en vue d'établir des liens avec des partenaires et pour effectuer les démarches visant à assurer une ouverture rapide du Bureau, notamment la sélection du personnel recruté localement. Le renforcement de la présence du Québec en Chine s'est concrétisé notamment par l'accroissement du nombre d'employés au Bureau du Québec à Beijing et à Shanghai.	Négociation et conclusion, avec le gouvernement fédéral, d'une entente de cohabitation pour l'établissement des bureaux du Québec à Shanghai et à Mumbai.

INDICATEUR 2 > Réseaux de contacts politiques, d'affaires et institutionnels développés

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
JAPON Sensibilisation d'autorités japonaises au contrôle exercé au Québec en matière de santé animale, dans une perspective du maintien d'un marché ouvert aux exportations québécoises (octobre et novembre 2007). Collaboration continue avec des parlementaires japonais, notamment lors de la visite d'une délégation du groupe interparlementaire Canada-Japon au Québec (août 2007). Cette collaboration a permis à la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie de rencontrer trois parlementaires de ce groupe lors de sa mission au Japon. Collaboration en matière d'aménagement et d'urbanisme, notamment lors de la rencontre de la commissaire de la Ville de Montréal avec des responsables du design des villes d'Osaka, de Kobe et de Nagoya.	Accueil d'une délégation japonaise et organisation des rencontres politiques. Accueil de la délégation japonaise et organisation des rencontres politiques de la ministre au Japon. Maillage et organisation des rencontres politiques. Partenaire : Ville de Montréal.
CHINE Rencontre entre le ministre du Commerce de la Chine et le premier ministre, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ainsi que des représentants des milieux d'affaires québécois lors de sa visite au Québec (mai 2007).	Accueil du ministre chinois au Québec et organisation des rencontres politiques. Partenaires : MDEIE, Ville de Montréal, Montréal International.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Promotion, auprès du vice-ministre du ministère du Commerce de Chine, des investissements au Québec et des exportations québécoises en Chine, lors de la participation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, au Forum économique mondial de Dalian (septembre 2008).	Organisation des rencontres politiques et appui à la mission du ministre en Chine. Partenaire : MDEIE.
Promotion du secteur aéronautique québécois et de l'activité des centres de recherche québécois auprès du président d'Aviation Industries of China, lors d'une mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (Beijing, janvier 2008).	Organisation de la mission en Chine. Partenaires : MDEIE, Ville de Montréal, Montréal International.
Lancement d'un appel à projets conjoint Québec-Chine avec un financement partagé de 2,4 millions de dollars, lors d'une visite, au Québec, du vice-ministre du ministère de la Science et Technologie de la Chine (mai 2007).	Accueil du vice-ministre au Québec. Partenaire : MDEIE.
Relations avec la province du Shandong : La rencontre de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le vice-gouverneur du Shandong (Jinan, janvier 2008) a permis de convenir de l'opportunité de signer un accord de coopération.	Partenaires : CVIEPQ.
BRÉSIL	
Entretiens de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec trois ministres du gouvernement fédéral du Brésil : Science et Technologie, Travail et Emploi et Culture, lors de la mission au Brésil (août 2007).	Coordination de la mission ministérielle au Brésil. Principaux partenaires : MDEIE, MELS.
INDE	
Rencontres entre le Haut-Commissaire R.L. Narayan et le premier ministre du Québec, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, lors de sa visite au Québec (novembre 2007). Ces rencontres ont permis d'établir des liens en vue de faciliter la mise en œuvre des actions du Québec en Inde.	Coordination de la visite au Québec et préparation des entretiens. Partenaire : MDEIE.
Échanges portant sur les moyens de favoriser le commerce et l'investissement entre le Québec et l'Inde lors d'une rencontre entre le ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Inde et le premier ministre du Québec (juin 2007), lors du Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal (juin 2007). Lors de ce même événement, participation du premier ministre à l'India Canada CEO Roundtable.	Accueil de la délégation et organisation des rencontres politiques. Partenaires : MDEIE, Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal.
Accueil d'une délégation du ministère de la Science et de la Technologie (septembre 2007). Cette rencontre a permis de discuter des conditions nécessaires à l'établissement d'une coopération en science et technologie avec l'Inde.	Accueil de la délégation et organisation des rencontres politiques. Partenaire : MDEIE.

OBJECTIF 14.

Contribuer au développement des échanges en éducation et des collaborations en science et technologie

L'Inde, le Japon, la Chine et le Brésil sont des joueurs établis en recherche et innovation ou sont en voie de le devenir. Ils représentent un très vaste bassin de collaborations et d'échanges potentiels pour le Québec dans le domaine de la science et de la technologie. Ils offrent également des occasions grandissantes d'échanges en éducation, soit pour y recruter des étudiants, soit pour y établir une forme de coopération institutionnelle, conformément avec la volonté d'internationaliser l'éducation universitaire québécoise.

INDICATEUR 1 > Actions menées en éducation et projets réalisés

INDICATEUR 2 > Actions menées en science et technologie et projets réalisés

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
AMÉRIQUE LATINE ET ASIE-PACIFIQUE 42 professeurs de français venant de l'Amérique latine et de l'Asie-Pacifique ont fait un stage au Québec lors de la 28 ^e édition du Stage en langue, culture et société québécoise.	Sélection des candidatures. Partenaires : Université de Montréal et Université Laval.
JAPON Éducation Rencontre de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le président de l'Université Meiji, qui abrite un centre de documentation sur le Québec et offre également un cours sur le Québec. Tournée de trois conférenciers québécois dans des universités japonaises. Mission de représentants de six universités dans le cadre du réseau Asia-Pacific Association for International Education (mars 2008). Science et technologie Établissement d'un réseau de contacts entre les acteurs québécois et japonais dans le domaine des nanotechnologies. Une entente de partenariat sur trois ans entre NanoQuébec et le Nano Business Creation Initiative du Japon a été signée (Montréal, octobre 2007).	Soutien financier 10 000 \$ pour le centre de documentation. Soutien financier de 6 000 \$ à la tournée des conférenciers. Appui à la mission des universités. Participation aux rencontres de maillage. Partenaire : MDEIE.
CHINE Éducation 65 étudiants chinois ont bénéficié d'exemptions de droits de scolarités supplémentaires pour des études au Québec et 6 autres étudiants ont obtenu une bourse d'excellence. 20 étudiants québécois ont reçu des bourses pour étudier en Chine et 20 autres ont participé au campus d'été 2007 de l'Université des études internationales de Shanghai. Formation offerte à des juges du Shandong visant le développement du système juridique de cette région de la Chine. Conclusion d'une entente de coopération entre des écoles professionnelles du Québec et de Beijing découlant d'une mission d'Éducation internationale en Chine (avril 2007). Appui au Centre d'études québécoises de l'Université de Beijing.	Suivi de l'entente en éducation entre le Québec et le ministère de l'Éducation de Chine. Soutien logistique et financier pour la mission d'Éducation internationale. Soutien financier de 6 000 \$ pour le Centre d'études québécoises Partenaire : MELS.

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Science et technologie Neuf projets de coopération sélectionnés par le Groupe de travail mixte Québec et ministère de la science et technologie de la Chine. Participation du Québec à la réunion du Forum des Régions créatives à Qingdao, au Shandong, forum abordant le domaine de la science et de la technologie (octobre 2007). La coopération avec le Shandong a permis à l'Institut des sciences de la mer (ISMER) de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) de devenir membre de l'International Association of Marine Related Institutions (IAMRI) et de participer à une réunion en Corée du Sud (juillet 2007). Table ronde en science de la santé à Shanghai et à Chengdu à l'occasion de la mission du maire de Montréal en Chine, avec la participation de cinq entreprises québécoises.	Participation aux groupes de travail Québec-Shanghai et Québec-Shandong pour la sélection des projets de coopération. Coordination de la mission du maire de Montréal en Chine. Partenaire : MDEIE.
BRÉSIL Éducation Plus de 10 institutions d'enseignement brésiliennes et cinq du Québec ont discuté des réalités et des enjeux de l'enseignement lors d'une table ronde à São Paulo lors de la mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (août 2007). Accord de principe entre les gouvernements du Québec et du Brésil sur l'opportunité de conclure une entente en matière de bourses d'exemption de droits de scolarité. Visite de 16 recteurs brésiliens au Québec et rencontres avec plusieurs universités. Science et technologie Contacts établis avec des établissements de formation et de recherche. Des secteurs d'intérêt ont alors été ciblés : l'optique-photonique, les biotechnologies, les bioénergies et les technologies de l'information. Entente de coopération entre Héma-Québec et HemoMinas portant sur la mise en place d'une banque de transplants de tissus humains à Belo Horizonte (Minas Gerais).	Organisation des rencontres de maillage. Partenaire : MELS. Organisation des rencontres lors de la mission au Brésil. Appui à deux missions techniques d'Héma-Québec.
INDE Éducation Cinq projets de coopération universitaire appuyés à la suite d'un appel à projets. Liens établis auprès du ministère du Développement des Ressources humaines de l'Inde et auprès de l'Institut Shastri pour faire la promotion de la coopération universitaire entre le Québec et l'Inde. Rencontre avec plusieurs représentants d'universités indiennes et promotion de la culture québécoise auprès de professeurs anglophones de littérature québécoise à Mumbai. Appui au projet de centre d'études québécoises à l'Université Jawaharlal-Nehru de New Delhi. Science et technologie Soutien à 2 projets intéressant un partenaire indien et un partenaire québécois : projet d'accueil d'une délégation indienne dans le domaine de l'aérospatiale; projet d'étude des rapports sociaux de genre en Inde dans certains programmes de lutte contre la tuberculose. Visite de différentes institutions indiennes dans le domaine de l'aérospatial et de la neurologie d'intérêt pour trois universités québécoises et l'Institut de neurologie de Montréal en vue d'identifier des partenariats éventuels. Visite d'un professeur de l'India Institute of Technology (IIT Delhi) au Québec. Des collaborations ont été établies en ingénierie avec des chercheurs de l'Université Laval.	Appui financier de 25 000 \$ aux projets de coopération. Appui financier de 15 000 \$ au projet de centre d'études québécoises. Partenaire : Université Concordia. Appui financier de 35 000 \$ à deux des six projets retenus dans le cadre d'une initiative commune d'aide au montage de projets intéressant également le MDEIE et le MELS. Appui à la visite d'interlocuteurs indiens. Partenaires : MDEIE, MELS.

3.6 AUTRES TERRITOIRES ET RÉGIONS

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
AFRIQUE Accueil de plusieurs personnalités diplomatiques et politiques venant notamment du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Mali, de la Tanzanie et du Togo, dans le but de mieux faire connaître l'offre québécoise dans les secteurs de l'enseignement supérieur, des droits des femmes, de la culture et de la fiscalité.	Coordination des visites au Québec. Partenaires : MELS, MCCCCF, MRQ, CSF, Assemblée nationale.
MAGHREB Rencontres bilatérales en vue de la redynamisation de l'Entente de coopération culturelle entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, signée en 1989. Appui à des projets de coopération, dont le projet de soutien au Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd de Casablanca au Maroc. Échanges concernant le transfert d'expertise pour la modernisation de l'état civil du Maroc lors de la visite de huit hauts fonctionnaires du ministère de ce pays (octobre 2007).	Coordination des rencontres de travail. Accueil de la délégation du Maroc. Partenaires : MCCCCF, SODEC Directeur de l'état civil du Québec, MSSS.
ISRAËL Renouvellement de l'entente de coopération conclue avec Israël en 1997, qui permettra d'alléger le processus de coopération avec ce pays (décembre 2007).	Coordination des consultations interministérielles.
MOYEN-ORIENT Mission aux Émirats arabes unis dirigée par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, en compagnie des représentants d'une vingtaine d'entreprises québécoises dans les secteurs du génie-conseil, des finances, des transports, des télécommunications, etc. (octobre 2007). Dans le cadre de la coopération avec le Proche-Orient, appui au Programme de rétablissement de la paix au Moyen-Orient de l'Université McGill, qui réunit des étudiants de maîtrise d'Israël, de Palestine et de Jordanie dans le but de créer des centres communautaires sur le modèle québécois dans leurs pays respectifs.	Coordination de la mission. Partenaires : MDEIE, MESS, Chambre de commerce et d'industrie Canada-Liban. Appui annuel de 50 000 \$ accordé jusqu'en 2010. Partenaire : Université McGill.

➤ ORIENTATION STRATÉGIQUE 3

Orienter la contribution du Québec
en matière d'aide internationale
vers la formation des ressources humaines et
le développement des capacités de gouvernance

3.7 SOLIDARITÉ ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

OBJECTIF 15.

Appuyer l'intervention des organismes québécois de coopération internationale dans les pays en développement

Le Québec agit en solidarité et en développement international pour répondre, dans la mesure de ses moyens, aux défis auxquels font face les populations moins favorisées de l'Afrique francophone, de l'Amérique latine et des Antilles. Principalement, il appuie les projets des organismes québécois de coopération internationale qui répondent aux besoins des pays partenaires et qui visent une prise en charge, par la population locale, de leur développement. Le Québec mise sur les secteurs où il a une expertise reconnue, notamment la formation des ressources humaines et l'amélioration des capacités de gouvernance.

INDICATEUR 1 > Nombre d'organismes et de projets soutenus

- Trente organismes de coopération internationale québécois ont été soutenus et 103 projets de solidarité ou de développement international ont été appuyés, pour un total de 4,84 millions de dollars. Cette somme est répartie entre deux programmes, soit le Programme québécois de développement international (PQDI), avec 2,25 millions de dollars, lequel finance des projets de développement menés par des acteurs de la société civile, et le programme Québec sans frontières (QSF), avec 2,59 millions de dollars, qui offre aux jeunes Québécois l'occasion de vivre une expérience de solidarité internationale. L'annexe 3 présente de l'information concernant d'autres volets en matière de solidarité et de développement international.

PROJET DE SOLIDARITÉ OU DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL APPUYÉS

Secteur	Nombre			Contribution du MRI ¹	Exemples (liste complète à l'adresse : www.mri.gouv.qc.ca)
	PQDI	QSF	TOTAL		
Activités génératrices de revenus (AGR)	3	11	14	621 400 \$	Des centaines de femmes engagées dans la production des dérivés du karité au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont augmenté leurs revenus avec l'amélioration de leurs capacités de production (PQDI). Renforcement d'un projet de tourisme communautaire, dans l'île d'Ometepe au Nicaragua (QSF).
Aide d'urgence	5	-	5	200 000 \$	Les interventions, soutenues en partenariat avec d'autres bailleurs de fonds, ont touché cinq pays. Elles visaient l'offre de soins et de services de base aux sinistrés à la suite de tempêtes tropicales en Haïti, en République dominicaine, en Bolivie, à Madagascar et après le tremblement de terre qui a secoué le Pérou (PQDI).
Agriculture et foresterie	6	8	14	654 200 \$	La sécurité alimentaire de centaines de familles paysannes en Haïti, au Nicaragua, en Équateur, en Bolivie et au Niger s'est accrue à la suite de la mise en place de nouvelles pratiques agricoles et d'élevage respectueuses de l'environnement (PQDI). Dans la communauté de San au Mali, installation de systèmes d'irrigation afin d'agrandir les parcelles en production et d'augmenter les volumes de légumes produits (QSF).
Communications	-	6	6	223 100 \$	Renforcement des capacités de production et de diffusion d'un réseau de radios au Mali et d'une radio au Paraguay (QSF).
Éducation	6	13	19	730 300 \$	Au Cap-Haïtien, des centaines d'enfants démunis ont eu accès à la scolarisation et à des soins de santé de base (PQDI). Un appui est offert aux activités éducatives d'un centre de formation pour des enfants de 4 à 15 ans issus de milieux défavorisés, à Sucre en Bolivie (QSF).
Environnement	3	5	8	511 800 \$	La transformation en compost et en combustible de plantes envahissantes du fleuve Niger, contribue à l'autonomie alimentaire et énergétique de la population de deux villages, au Mali (PQDI). Sensibilisation des populations du canton de Guano, en Équateur, à la protection de l'environnement. Des travaux de revitalisation d'une rivière sont réalisés (QSF).
Gouvernance et société civile	4	11	15	811 700 \$	Une table de concertation sur les stratégies de sécurité citoyenne est mise en place à Cité l'Éternel, en Haïti, pour accroître la mobilisation communautaire (PQDI). Consolidation du travail d'une association togolaise de prévention et d'éducation des femmes et des enfants marginalisés, par de la sensibilisation sur leurs droits, la santé et la nutrition (QSF).
Santé	4	14	18	883 700 \$	Une unité de soins spécialisés en cardiologie à l'Hôpital général San Juan de Dios au Guatemala est dotée d'équipement et de matériel nécessaires à l'offre de soins (PQDI). Des jeunes et des femmes des marchés de Tegucigalpa, au Honduras, sont informés des risques liés à la sexualité et des solutions qui se trouvent à leur portée (QSF).
Services sociaux	1	3	4	203 800 \$	Plus de 200 enfants-soldats de la République démocratique du Congo ont réintégré leur famille ou une famille d'accueil (PQDI). Renforcement des capacités en aide sociale des organismes intervenant auprès des enfants de la rue au Rwanda (QSF).
Total	32	71²	103	4 840 000 \$	

1. La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets.

2. Les 71 projets du programme QSF ont réclamé la participation de 374 stagiaires québécois et de 28 stagiaires étrangers. D'autres projets de ce programme, non compilés dans ce tableau, ont permis à 21 stagiaires québécois de faire un stage au Québec dans un organisme de coopération pour des projets liés à la solidarité internationale.

INDICATEUR 2 > Pourcentage des projets visant la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance

RÉSULTATS : 98 projets sur les 103 appuyés, soit 95 %, visent la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance sur la base des éléments suivants :

- **Formation des ressources humaines.** Action de partager des pratiques, des expériences, des savoirs ou des expertises dans le but de valoriser les capacités des personnes, des organisations et des collectivités, de favoriser leur autonomie et d'accroître leur habileté à trouver des solutions durables aux besoins qu'elles ont décelés.
- **Développement des capacités de gouvernance.** Action visant à appuyer la mise en place d'institutions publiques efficaces et responsables ainsi que l'établissement de modalités de gouvernance qui tiennent compte des droits, des devoirs et des intérêts de tous les groupes de la société et qui favorisent leur participation aux initiatives de développement, notamment par l'appui aux instances locales, aux organismes de la société civile et aux mécanismes de démocratie participative.

OBJECTIF 16.

Développer des partenariats permettant de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise

En mettant à disposition l'expertise publique québécoise aux gouvernements étrangers et aux bailleurs de fonds par l'intermédiaire des institutions multilatérales de financement, le Québec contribue à la solidarité et au développement international. Il fait aussi connaître la qualité de son expertise, ce qui peut entraîner des retombées positives pour les entreprises québécoises. La participation des experts publics québécois à des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux enrichit les pratiques et le savoir-faire des ressources humaines et des institutions publiques pour améliorer l'offre de services à la population.

INDICATEUR 1 > Nature des partenariats établis et projets réalisés

Résultats	Nature de l'intervention du MRI
Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP). Signature d'une entente entre les gouvernements du Québec, du Canada et d'Haïti. Ce projet vise à contribuer au renforcement de la gestion publique en Haïti en vue d'une amélioration des services publics à la population. ▪ Réalisation de missions d'experts publics québécois en Haïti en sécurité informatique et en condition féminine.	Contribution à l'élaboration du plan d'action de la phase de démarrage, du 1^{er} mars au 30 septembre 2008. Organisation de la participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie au comité conjoint du PARGEP (février 2008, Haïti). Coordination du comité consultatif regroupant les ministères et organismes québécois. Partenaires : ENAP, ACDI.
Partenariat entre l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ). ▪ Réalisation de deux projets au Niger financés par l'ACDI en réforme du système de passation de marchés publics. ▪ Accueil d'une délégation russe au sujet des partenariats public-privé (décembre 2007) en association avec le Russia Northern Development Partnership Program (NORDEP).	Subvention statutaire de 100 000 \$ accordée pour le fonctionnement du CVIEPQ. Subvention de 50 000 \$ attribuée pour la promotion et le développement des marchés du CVIEPQ. Partenaires : CVIEPQ, ACDI.

OBJECTIF 17.

Réviser les exemptions de droits de scolarité supplémentaires

Les ententes internationales par lesquelles le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à des étudiants étrangers sont un des outils de consolidation des relations bilatérales du Québec. Avec les pays en développement, elles sont également un des moyens de concrétiser la solidarité internationale, particulièrement lorsque les étudiants de ces pays s'inscrivent dans des programmes qui permettent d'apporter une expertise complémentaire à leur société. Enfin, la venue d'étudiants étrangers constitue une occasion d'ouverture sur le monde et d'enrichissement culturel pour les Québécois.

INDICATEUR 1 > Nouvelles ententes signées en matière d'exemption

- Au 31 mars, le contenu des nouvelles ententes était en voie d'élaboration. À cette date, le gouvernement du Québec offrait des exemptions des droits de scolarité à 40 pays et organisations internationales. Le tableau suivant présente un aperçu des modifications envisagées.

Pays ou région concerné par l'entente	Ajustements proposés	Nature de l'intervention du MRI
Pays en développement	Accent mis sur les cycles supérieurs. Désignation de secteurs prioritaires.	Coordination des travaux de révision. Partenaires : MELS, universités.
Pays développés avec lesquels le Québec a établi une instance permanente de coopération	Exemptions accordées en grande majorité aux cycles supérieurs. Utilisation des exemptions pour catalyser la coopération dans le domaine universitaire.	
Pays en émergence	Exemptions accordées aux cycles supérieurs uniquement. Désignation de secteurs prioritaires.	

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 4

Mettre l'accent sur l'expertise, la relève,
l'utilisation optimale des technologies,
les partenariats et les clientèles

3.8 ORIENTATION ET COORDINATION

OBJECTIF 18.

**S'assurer de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec
et de son Plan d'action 2006-2009, en partenariat avec les ministères et organismes**

Afin de répondre aux nouveaux défis que pose notamment la mondialisation, le Québec s'est doté en 2006 d'une politique internationale pour guider son action. Le MRI, de même que d'autres partenaires, sont responsables de la mise en œuvre de la Politique grâce au Plan d'action 2006-2009. Ainsi, plus d'une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux sont associés à la mise en œuvre de ce plan. Le MRI est responsable de la coordination générale des travaux et des activités liés au Plan d'action.

INDICATEUR 1 > Pourcentage des mesures du Plan d'action 2006-2009 mises en œuvre au 31 mars 2008

- Au 31 mars 2008, toutes les mesures du Plan d'action étaient en cours de réalisation. Le Rapport d'étape 2007-2008 du Plan d'action est consultable sur le site Web du Ministère. En 2007-2008, les ministères et organismes associés à la réalisation du Plan d'action ont dépensé près de 139 millions de dollars pour la mise en œuvre des mesures dont ils sont responsables.

Objectifs du Plan d'action 2006-2009	Mesures en cours de réalisation
Objectif 1. Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois	15
Objectif 2. Favoriser la croissance et la prospérité du Québec	21
Objectif 3. Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain	14
Objectif 4. Promouvoir l'identité et la culture du Québec	11
Objectif 5. Contribuer à l'effort de solidarité internationale	8
Total	69/69

OBJECTIF 19.

Conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux qui interpellent le Québec et sur ses relations avec d'autres gouvernements

L'analyse des tendances économiques et politiques ainsi que des événements qui se produisent dans le monde est essentielle à une meilleure compréhension des enjeux sur le plan international. Elle permet aussi de mieux cerner les incidences sur le gouvernement du Québec et sur la société québécoise en général. Le Ministère a le mandat d'apporter un éclairage stratégique aux décideurs gouvernementaux sur les questions internationales. En cela, il mise sur des partenariats avec des chaires ou centres d'études universitaires et sur la connaissance des initiatives mises de l'avant par d'autres pays.

INDICATEUR 1 > Nombre et nature des avis et des analyses produits au gouvernement

- En 2007-2008, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté au Conseil des ministres 49 mémoires et note explicatives sur des questions internationales, dont 11 concernent la participation du Québec à des conférences internationales, 15 ont trait aux engagements internationaux et 2 se rapportent aux accords avec des organismes non gouvernementaux.
- En outre, au cours de cette année, le MRI a produit, pour le compte des autorités ministérielles et gouvernementales, quelques 800 avis formulant des recommandations sur diverses questions touchant l'action internationale du Québec.

INDICATEUR 2 > Nombre d'études et de recherches réalisées ou soutenues

- Le soutien à la réalisation d'études et de recherches se concrétise principalement par des partenariats avec des chaires et des centres de recherches universitaires. En 2007-2008, le MRI a accordé près de 0,6 million de dollars aux centres de recherches universitaires travaillant sur les questions internationales en vue de réaliser et de diffuser des études et des recherches. De plus, il a octroyé trois contrats pour des recherches particulières.

Appui financier à la réalisation d'études et de recherches

Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation (ENAP), www.leppm.enap.ca

Chaire d'études politiques et économiques américaines et Chaire d'études du Mexique contemporain (Université de Montréal), www.cerium.ca/cepea; www.cerium.ca/cemc

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM), www.dandurand.uqam.ca/fr/us/observatoire_us.htm

Centre d'études interaméricaines (Université Laval), www.cei.ulaval.ca

Contrats de recherche accordés pour la réalisation d'études particulières :

- Perspectives de relations entre le Québec et le Brésil;
 - Perspectives de relations entre le Québec et l'Inde;
 - Problématique des permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.
-

3.9 GESTION

OBJECTIF 20.

Mettre en œuvre des mesures de développement des compétences adaptées aux nouveaux défis de l'action internationale

Pour appuyer efficacement les organismes, entreprises ou autres acteurs de la société civile dans leur démarche à l'étranger, les employés du MRI doivent savoir composer avec les multiples défis liés aux dossiers internationaux. Ils doivent parfois posséder une expertise très spécialisée, par exemple pour élaborer ou défendre la position du Québec sur un dossier, tandis que, à d'autres moments, c'est la polyvalence de leurs compétences qui est sollicitée. La force organisationnelle du MRI et, dans une certaine mesure, la portée de la présence du gouvernement du Québec à l'étranger, reposent sur la diversité et la qualité de l'expertise de tout le personnel. En conséquence, les mesures de gestion ou de développement du personnel revêtent une importance stratégique directement liée à la performance du Ministère.

INDICATEUR 1 > Nature des mesures mises de l'avant

Le MRI a offert plusieurs formations ou activités de soutien à ses employés en 2007-2008 :

- Formation préparatoire au service à l'étranger;
- Formation concernant la gestion des équipes dans un contexte international;
- Formation des cadres sur l'éthique : un projet pilote en formation à distance a été réalisé sur ce thème pour les cadres du réseau;
- Programmation de formation revue et améliorée pour les conseillers en affaires internationales;
- Plusieurs activités de formation destinées aux employés recrutés localement, telles que des missions de familiarisation au Québec et de la formation à distance;
- Le personnel affecté à l'étranger a bénéficié de programmes de formation et d'accompagnement personnalisés ou de groupe sur le processus d'adaptation à la vie à l'étranger.

OBJECTIF 21.

Poursuivre le déploiement d'un environnement technologique intégré, notamment en développant l'espace international du Portail gouvernemental de services

L'utilisation accrue des nouvelles technologies favorise la transparence et l'accessibilité aux services et aux renseignements pour la population québécoise et la clientèle étrangère. En modernisant ses façons de faire, par exemple en développant l'espace international, le Ministère vise à améliorer son efficacité et à favoriser une action gouvernementale concertée et cohérente. Sur le plan organisationnel, la création d'un environnement technologique performant et sécuritaire vise à permettre aux employés du Ministère et à ceux de ses partenaires de réaliser le plus efficacement possible leur mission auprès de la clientèle québécoise et étrangère.

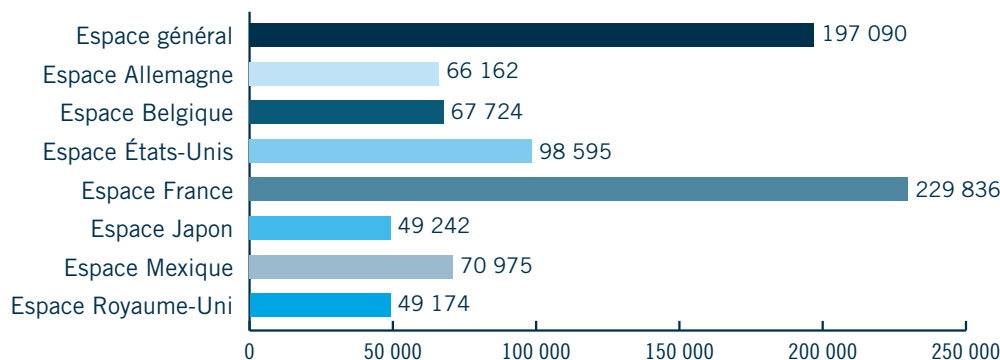
INDICATEUR 1 > Principales améliorations apportées

Améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Espace international : Coordination des travaux de développement de l'espace international du Portail gouvernemental de services, lequel vise le regroupement de l'offre de services gouvernementale à la clientèle étrangère, Partenaires : MDEIE, MELs, MICC, MCCI, IQ, ISQ et MESS. Mise en ligne de sept espaces pays afin de présenter une offre de services adaptée aux clientèles des territoires. Les espaces pays remplacent les sites des délégations générales.	Permet de déployer une offre de services complète et simplifie les démarches de la clientèle étrangère. Favorise la cohérence de l'information, améliore et personnalise l'offre de services destinée à la clientèle de territoires ciblés dans la Politique internationale du Québec.
Site Web institutionnel : Bonification du contenu et facilitation de la recherche, notamment concernant la rubrique portant sur les engagements internationaux du Québec.	Rend possible la consultation de près de 800 engagements internationaux, en vigueur ou non, par les employés du MRI, les partenaires et les citoyens.
Gestion des privilèges et immunités : Informatisation progressive de la gestion des privilèges et immunités accordés par le gouvernement aux représentations diplomatiques et consulaires présentes ou ayant compétence au Québec.	Permet d'améliorer la rapidité et la qualité du service aux quelque 320 représentations étrangères et 6 000 individus ayant droit aux privilèges et immunités accordés par le Québec. Facilite le suivi budgétaire des coûts.
Partage d'expertise : Mise en place et support de quatre nouvelles communautés de pratique portant sur : - le développement de l'espace international; - le projet d'entente entre le Québec et la France sur la reconnaissance des qualifications professionnelles; - le projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne; - l'implantation d'une perspective méditerranéenne.	Facilite la conduite et le développement de dossiers communs et appuie les besoins d'échange et de concertation entre les acteurs. En 2007-2008, 86 employés du Ministère au Québec et à l'étranger et 37 représentants d'autres ministères et organismes ont participé à ces nouvelles communautés.
Intranet : Création d'un intranet unique offrant des affichages personnalisés pour les représentations à l'étranger et ajout de fonctionnalités.	Simplifie la consultation, le repérage de l'information et constitue un outil de travail pour les employés. Accroît la circulation de l'information par des manchettes presque quotidiennes.

INDICATEUR 2 > Nombre de visites sur l'espace international du Portail gouvernemental de services

L'ensemble de l'espace international, comprenant les sept espaces pays et l'espace général, a reçu 828 800 visites, soit une moyenne mensuelle de 69 000 visites. Profitant du regroupement des sites des représentations à l'étranger, l'espace général international a enregistré une hausse de sa consultation de 28 % en 2007-2008. Présentant des renseignements sur le Québec et les Québécois, les arts et la culture, le commerce et l'investissement, les études et la recherche ainsi que sur le travail et l'immigration, l'espace international est offert en six langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais et japonais). Il propose également les services offerts par le gouvernement du Québec. En 2007-2008, les internautes ont pu consulter plus de 830 articles et prendre connaissance de 861 événements sur le site de l'espace international et des espaces pays.

NOMBRE DE VISITES SUR L'ESPACE GÉNÉRAL ET SUR LES ESPACES PAYS EN 2007-2008



OBJECTIF 22.

Renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Le gouvernement du Québec peut compter sur un réseau de représentations à l'étranger qui se veut un atout indispensable pour l'atteinte de ses objectifs sur le plan international ainsi que pour la promotion de ses intérêts à l'étranger et l'avancement de plusieurs dossiers d'intérêt stratégique. Le MRI prend l'engagement de rendre disponible, plus systématiquement, des renseignements sur les coûts, les résultats ainsi que sur d'autres aspects liés à la gestion des représentations à l'étranger.

INDICATEUR 1 > Nature des initiatives prises

- Publication de plus d'information, entre autres de nature financière, concernant les représentations du Québec à l'étranger dans le Rapport annuel de gestion 2007-2008 du MRI (voir annexe 2).
- Consultations amorcées avec des représentants d'autres ministères actifs à l'étranger en vue d'établir des indicateurs de performance, notamment le MCCCCF, le MDEIE et le MICC.

3.10 SERVICES AUX CLIENTÈLES

OBJECTIF 23.

Favoriser l'ouverture des jeunes Québécois sur le monde en leur offrant des expériences internationales diversifiées

Les expériences de formation et de travail dans d'autres pays offrent aux jeunes l'occasion de compléter ou de parfaire leurs connaissances et leurs aptitudes et de s'ouvrir à d'autres cultures. Ces expériences constituent un atout qui facilite leur intégration éventuelle au marché du travail. Les liens développés avec l'étranger aident la société à être plus ouverte et à s'inspirer, dans l'expression de sa culture ou dans d'autres domaines, des façons de faire et des expériences d'autres pays.

INDICATEUR 1 > Nombre de jeunes Québécois participant à des expériences internationales

- En 2007-2008, 3 859 jeunes Québécois ont participé à des échanges internationaux dans le cadre des programmes appuyés par le MRI.

Jeunes Québécois	Type d'expérience	Contribution du MRI
374	Stages de solidarité internationale dans 19 pays d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles dans le cadre du programme Québec sans frontières (QSF).	Financement du Programme (2,39 millions de dollars). Coordination du Programme, de concert avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale.
1 718	Échanges, stages, missions ou tournées de spectacles offerts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) (2007).	Contribution financière de 2,25 millions de dollars. Partenaires : OFQJ, Emploi Québec, MELS, Secrétariat à la jeunesse, partenaires privés.
1219	Séjours de formation dans une vingtaine de pays des Amériques, dont les États-Unis et le Mexique offerts par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ).	Contribution financière de 2,0 millions de dollars. Partenaires : OQAJ, Emploi Québec, Secrétariat à la jeunesse.

Jeunes Québécois	Type d'expérience	Contribution du MRI
327	Stages dans des domaines aussi variés que la politique municipale, la culture, l'entrepreneuriat, offert par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) (2007).	Contribution financière de 615 600 \$. Partenaires : OQWBJ, Emploi Québec, Secrétariat à la jeunesse.
169	Projets de volontariat offerts par Chantiers jeunesse dans une trentaine de pays.	Contribution financière de 50 000 \$. Partenaire : Secrétariat à la jeunesse, Chantiers jeunesse.
24	Stages auprès des organisations internationales gouvernementales.	Contribution financière de 313 600 \$. Gestionnaire du programme et contribution des bureaux et délégations de Rome, de Washington, de Chicago, de Bruxelles et de Paris.
10	Stages au Washington Center.	Contribution financière de 50 000 \$. Gestionnaire du programme, en collaboration avec le Washington Center (Washington, D.C.).
10	Ateliers terrain en Corée.	Contribution financière de 5 000 \$. Partenaire : Université de Montréal.
8	Stages de jeunes traducteurs-interprètes au comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB).	Contribution financière de 21 000 \$. Signature de deux ententes avec le COJOB. Partenaire : LOJIQ.

4. PROTOCOLE

Plusieurs normes et conventions encadrent les relations entre les gouvernements

4.1 VISITES OFFICIELLES ET MISSIONS MINISTÉRIELLES

Le Protocole du Québec organise l'ensemble des visites officielles au Québec des membres des gouvernements étrangers et des membres du corps diplomatique. Par ailleurs, il participe à la réalisation des missions du premier ministre à l'étranger et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, tout en agissant comme conseil pour les missions effectuées par les autres membres du gouvernement. Le Protocole est également responsable de l'application du cérémonial d'État lors des activités officielles du premier ministre. Les missions ministérielles réalisées en 2007-2008 sont présentées à l'annexe 4 et les visites officielles au Québec sont énumérées à l'annexe 5.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008
Missions ministérielles québécoise à l'étranger	31
Visites officielles au Québec	69

4.2 CORRESPONDANCE OFFICIELLE, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Protocole assure les communications officielles entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers, de même qu'avec les corps diplomatique et consulaire présents au Québec. En outre, il gère les demandes relatives aux immunités prévues par les conventions de Vienne ainsi qu'aux privilèges et prérogatives de courtoisie offerts par le Québec. En 2007-2008, les requêtes liées à cette clientèle ont été traitées par le service du Protocole dans un délai de deux jours ouvrables dans plus de 90 % des cas. Deux catégories de requêtes, les remboursements de taxes et les demandes relatives aux constats d'infraction, ont cependant accusé un délai de traitement moyen de un mois.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2006-2007	Nombre 2007-2008
Notes relatives à la correspondance officielle entre gouvernements	2 700	3 400
Notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie	5 000	6 475
Notes relatives aux affectations et missions de représentants québécois à l'étranger	150	275
Total	7 850	10 150

5.

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le Ministère s'engage à offrir des services de qualité aux citoyens québécois. Les normes de services sont disponibles sur le site Web : www.mri.gouv.qc.ca

Le ministère des Relations internationales a renforcé ses engagements en matière de qualité des services par l'adoption d'une nouvelle Déclaration de services aux citoyens en juin 2007. L'établissement de délais de traitement précis pour certains services, de principes clairs encadrant les processus de sélection ainsi qu'un engagement mieux défini concernant l'accessibilité de l'information sur les programmes et services font partie des lignes directrices du Ministère pour ses activités touchant les clientèles québécoises autre que gouvernementales.

5.1 INFORMATION ET RENSEIGNEMENTS

Le Ministère travaille à rendre facilement accessible l'information susceptible d'intéresser les citoyens ou les partenaires québécois, notamment grâce à son site Web (www.mri.gouv.qc.ca). La clientèle étrangère désirant immigrer, étudier ou investir au Québec, le visiter ou y faire des affaires, est quant à elle invitée à consulter l'espace international (www.quebecinternational.com), pour en savoir davantage sur les possibilités qu'offre le Québec en ces matières et pour de l'information générale sur le Québec.

ENGAGEMENT

Assurer un accès facile aux services et aux renseignements sur ses programmes et ses activités

Aspect évalué	Résultats
Information disponible	Principaux documents publiés en 2007-2008 : - Accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation; - Rapport d'étape 2006-2007 du Plan d'action 2006-2009 découlant de la Politique internationale du Québec; - Chronologie 1967-2007 du ministère des Relations internationales; - Loi sur le ministère des Relations internationales – Liste et historique des modifications, 1967-2007; - Rapport annuel de gestion 2006-2007; - Déclaration de services. Autres informations disponibles (liste non exhaustive): - Information et événements liés au domaine international auxquels le Québec est associé (201 articles publiés, près de 900 événements mis en valeur sur le site et 69 communiqués de presse émis); - Courts résumés de la presse québécoise portant sur la présence et les réalisations du Québec sur le plan international (156 brèves publiées en 2007-2008); - Liste et contenu des ententes internationales conclues par le Québec.

Aspect évalué	Résultats				
Lectorat et disponibilité des publications mensuelles	Bulletins électroniques mensuels Neuf publications mensuelles du MRI permettent d'être au fait de l'activité internationale du Québec (www.mri.gouv.qc.ca/fr/abonner/bulletins/index.asp). La majorité vise un public principalement étranger, alors que la publication Québec@monde s'adresse plus directement aux clientèles et aux partenaires québécois intéressés par le domaine international.				
	Bulletins électroniques Lectorat au 31 octobre 2007 Québec@monde <table> <tr> <td>10 bulletins en 2007-2008</td><td>2 079 abonnements</td></tr> </table> Québecactualités.com <table> <tr> <td>18 bulletins mensuels généraux, culturels ou économiques, pour un total de 180 numéros en 2007-2008, couvrant les territoires des représentations de New York, Boston, Chicago, Bruxelles, Londres, Mexico, Munich et Tokyo.</td><td>27 000 abonnements à travers le monde</td></tr> </table>	10 bulletins en 2007-2008	2 079 abonnements	18 bulletins mensuels généraux, culturels ou économiques, pour un total de 180 numéros en 2007-2008, couvrant les territoires des représentations de New York, Boston, Chicago, Bruxelles, Londres, Mexico, Munich et Tokyo.	27 000 abonnements à travers le monde
10 bulletins en 2007-2008	2 079 abonnements				
18 bulletins mensuels généraux, culturels ou économiques, pour un total de 180 numéros en 2007-2008, couvrant les territoires des représentations de New York, Boston, Chicago, Bruxelles, Londres, Mexico, Munich et Tokyo.	27 000 abonnements à travers le monde				

De nouveaux engagements concernant les délais de traitement des demandes d'information acheminées par les clientèles québécoises ont pris effet en 2007-2008. Les personnes téléphonant au Ministère ou se présentant à l'un des comptoirs d'accueil peuvent s'attendre à une réponse dans les plus brefs délais. Cependant, la mesure précise de cet engagement n'est pas comptabilisée, étant donné la nature des mandats du Ministère et du coût associé à ce type de mesure. Le respect de l'engagement quant au délai de traitement des demandes acheminées par courrier, courriel ou télécopieur a fait l'objet d'un suivi plus étroit.

ENGAGEMENT

Répondre dans le délai prévu aux demandes d'information transmises par courrier, courriel ou télécopieur et aux plaintes

Demandes ou plaintes	Engagement	Cible	Résultats
Demandes par courrier, courriel ou télécopieur (271 demandes traitées en 2007-2008) ¹	Envoi d'un accusé de réception	2 jours	88,7 %
	Réponse à la demande	10 jours suivant l'envoi de l'accusé de réception	91,8 % ²
Plaintes	Aucune plainte n'a été reçue en 2007-2008		

1. Demandes transmises par courrier, par télécopieur et par courriel aux adresses ou coordonnées apparaissant sur le site Web du Ministère.
Les demandes traitées ne comptabilisent pas celles que formule les clientèles (québécoises ou étrangères) directement auprès des représentations du Québec à l'étranger.
2. Le résultat présenté ne s'applique qu'au quatrième trimestre de l'année.

5.2 CONSULTATION DE LA CLIENTÈLE SUR LES SERVICES

En 2007-2008, le Ministère a sondé la clientèle en vue d'améliorer sa prestation de services, entre autres le lectorat du mensuel Québec@monde, une des publications régulières du Ministère, de même que les participants des milieux d'affaires et institutionnels des missions à l'étranger organisées par le Bureau des missions et des événements du Ministère (BME). Deux des trois missions ministérielles réalisées –au Mexique et au Brésil– par le BME en 2007-2008 ont été évaluées.

ENGAGEMENT

Mesurer la satisfaction des citoyens à l'égard des services rendus

ENGAGEMENT

Évaluer, au terme de chaque mission réalisée, la satisfaction des participants quant à la logistique et à l'encadrement et ajuster l'offre en fonction des conclusions tirées des évaluations

Aspect évalué	Résultats	Améliorations apportées en 2007-2008
▪ Taux de satisfaction du lectorat du bulletin électronique Québec@monde ¹	▪ La qualité générale du bulletin est jugée positive par 86 % des répondants. Ces derniers estiment que les articles sont bien écrits, documentés, pertinents et intéressants dans une proportion légèrement plus élevée.	▪ Des améliorations ont été apportées à la configuration du courriel d'envoi aux abonnés.
▪ Taux de satisfaction des participants aux missions à l'étranger ²	▪ Mission au Brésil : 100 % ▪ Mission au Mexique : 91 %	▪ Service à la clientèle plus personnalisé, notamment lors de la préparation et du déroulement de la mission. ▪ Ajout du service d'organisation du transport terrestre dans le territoire visité. ▪ Ajout d'un service de secrétariat offert aux clientèles (affaires et institutionnelle) pendant la mission.

1. Le sondage a été mené par la firme SOM par un questionnaire sur Internet, en octobre 2007, auprès des abonnés du bulletin; 187 personnes ont répondu au sondage, soit 9 % des abonnés. La marge d'erreur statistique est de $\pm 7,0$ % 19 fois sur 20.
2. Les sondages ont été réalisés par le Ministère, au retour des missions. Les taux de réponse pour les clientèles sondées, soit la clientèle d'affaires et institutionnelle, sont de 50 % dans les deux cas : Brésil (8 répondants), Mexique (22 répondants). Le taux de satisfaction représente le pourcentage de répondants qui se sont déclarés globalement satisfaits ou très satisfaits de la mission.

5.3. SÉLECTION DES PROJETS ET DES CANDIDATURES

Les programmes et services du MRI destinés à une clientèle québécoise et qui nécessitent une présentation de projet ou le dépôt de candidature sont pourvus de mécanismes de sélection visant un traitement équitable des projets ou candidatures. Trois types de programmes ou de services sont particulièrement visés :

- les projets de coopération réalisés en vertu d'ententes intergouvernementales : trois sélections officielles en 2007-2008 (Wallonie-Bruxelles, Catalogne, France [mi-parcours]);
- les programmes d'appui aux organismes de coopération internationale : quatre sélections en 2007-2008;
- le programme de stages au sein d'organisations internationales gouvernementales : 16 sélections en 2007-2008.

Dans le cas de l'appui aux projets de coopération avec des partenaires d'autres pays ou États, les commissions de coopération sont habituellement responsables de la sélection des projets. Ces commissions effectuent des sélections officielles tous les deux ans. L'appui aux projets de coopération peut également être circonstanciel, quand il n'existe pas de mécanisme formel de coopération avec le pays ou durant l'année non couverte par la

sélection officielle, quand une commission de coopération est en place. L'évaluation du respect de l'engagement ne tient compte que des sélections officielles.

Des objectifs d'amélioration ont été établis pour chacun des programmes ou services au cours des prochaines années. Un recours accru aux appels à projets dans le cadre d'ententes intergouvernementales et une meilleure diffusion des résultats à la suite d'un appel à projets figurent parmi les améliorations souhaitées.

ENGAGEMENT

Être équitable et transparent dans la sélection des candidatures ou des projets soumis

Aspects évalués	Résultats
Dépôt des projets ou des candidatures	La majorité des sélections d'organismes et de projets font l'objet d'appel à projets.
Critères de sélection	Tous les mécanismes de sélection comportent des critères clairs et conformes aux objectifs du programme, diffusés et révisés périodiquement.
Évaluation des projets ou des candidatures	Tous les projets ou candidatures admissibles sont évalués sur la base des critères prédéfinis. La pondération des critères et la participation d'experts ou d'autres partenaires à l'évaluation du potentiel d'un projet sont parmi les moyens utilisés lorsque plusieurs candidatures respectent les critères.
Comités de sélection	Toutes les sélections officielles sont effectuées par un comité composé d'au moins trois personnes et issues de différents milieux.
Diffusion des résultats des sélections	Tous les résultats des sélections officielles concernant des organismes ou des projets sont diffusés dans des documents publics (procès-verbaux des Commissions de coopération permanentes, site Web). Les résultats des sélections concernant des candidatures sont transmis directement aux personnes concernées.

ENGAGEMENT

Traiter les dossiers et les candidatures dans les délais prévus

Programmes ou services	Engagement	Cible	Résultats
Projets de coopération dans le cadre d'ententes intergouvernementales : ▪ 113 projets reçus en vue d'une sélection officielle	Transmission de la décision	15 jours après la rencontre finale de sélection	27,4 %
Programmes d'appui aux organismes de coopération internationale QSF et PQDI : ▪ 58 projets reçus	Envoi de l'accusé de réception	10 jours après le dépôt de la proposition	60,3 %
	Transmission de la décision	15 jours après la séance du comité de sélection	58,6 %
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales : ▪ 420 candidatures reçues	Envoi d'un avis relatif à la participation à une entrevue	5 jours après la fermeture de l'offre de stage	100 %
	Transmission de la décision	10 jours après l'entrevue de sélection	100 %

Les citoyens ou les organismes sont informés des délais de traitement normalement applicables lorsqu'ils déposent un projet ou une candidature dans le cadre d'un programme du Ministère. Durant l'année 2007-2008, la transmission des réponses dépasse parfois les délais prévus, situation que le Ministère visera à corriger au cours du prochain exercice.

Le respect de certains engagements généraux de la Déclaration de services aux citoyens (accueil, courtoisie, services de qualité) n'a pas été mesuré de façon précise en 2007-2008. Le Ministère accorde toutefois de l'importance à leur mise en œuvre et il a sensibilisé le personnel en ce sens durant la dernière année.

6.

UTILISATION DES RESSOURCES

Plus de 600 personnes travaillent au MRI à mettre de l'avant les objectifs internationaux du Québec et à appuyer efficacement les clientèles à l'étranger

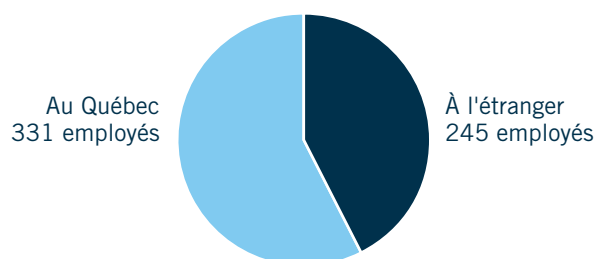
6.1 RESSOURCES HUMAINES

L'EFFECTIF

En date du 1^{er} avril 2008, 642 personnes travaillaient au MRI, soit 562 employés réguliers et 80 employés occasionnels.

Au 31 mars 2008, l'effectif autorisé s'établissait à 576 équivalents temps complet (ETC). Un ETC équivaut à un employé qui aurait travaillé à temps complet pendant toute une année financière¹.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT AU MRI AU 31 MARS 2008



1. Le terme «employé» remplacera l'abréviation ETC dans le reste du document.

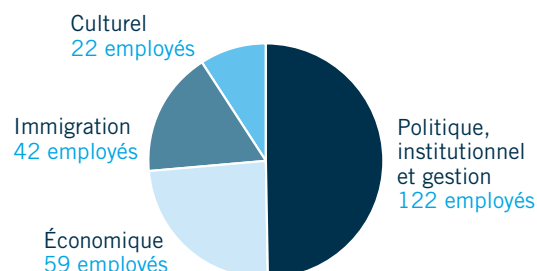
La majorité des employés travaillant à l'étranger (76 %) sont recrutés dans les pays où sont situés les représentations. Ces employés, au nombre de 186 au 31 mars 2008, ne sont pas soumis à la *Loi sur la fonction publique*, contrairement aux 59 employés affectés à l'étranger.

Les employés travaillant dans les représentations du Québec à l'étranger sont répartis ainsi :

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'ÉTRANGER PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

Représentation du Québec à l'étranger	Employés au 31 mars 2008
Europe	123
Amérique du Nord	84
Asie	24
Amérique du Sud	8
Afrique et Moyen-Orient	6
Total	245

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT À L'ÉTRANGER PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS



Le personnel affecté à l'étranger et couvrant principalement les secteurs économique, culturel et de l'immigration, sont des employés du MRI pour la durée de leur affectation, mais sont principalement rattachés aux ministères partenaires concernés (MDEIE, MICC, MCCCCF). Les employés travaillant dans le réseau et issus d'Investissement Québec et du ministère du Tourisme ne sont pas comptabilisés dans les données présentées. L'annexe 6 présente un tableau détaillé de la répartition du personnel travaillant à l'étranger selon les secteurs d'activité.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF OCCUPANT DES POSTES RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Catégorie d'emploi	Nombre de personnes occupant des postes réguliers au 1 ^{er} avril 2008	%
Sous-ministres et cadres	62	11,0
Délégués généraux et délégués	13	2,3
Professionnels	254	45,2
Techniciens	105	18,7
Personnel de bureau et ouvriers	128	22,8
Total	562	100

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Indicateur	Cible gouvernementale	Résultats
Pourcentage de la masse salariale accordée aux dépenses liées à la formation des ressources humaines	1 %	1,89 %
Nombre moyen de jours par personne consacrés à la formation des ressources humaines	Sans objet	2,9 jours

Le Ministère a offert plusieurs formations ou mesures de développement du personnel en 2007-2008. Voici un aperçu des principaux résultats et activités liés à la formation et au développement des employés :

- Trois professionnels ont été affectés à l'étranger en vertu du programme d'affectation de courte durée;
- 14 missions de familiarisation ont été effectuées par 7 professionnels du Québec et par 7 employés recrutés localement;
- 16 personnes ont effectué une mission préalable à leur entrée en fonction à l'étranger;
- Près de 80 personnes ont bénéficié de cours de langues étrangères et 4 employés, d'un stage d'immersion de quatre semaines;
- Plus d'une dizaine de conférences midi portant sur les relations internationales ont été présentées.
- De nouvelles formations ont été conçues pour mieux préparer le personnel affecté à l'étranger, dont « La gestion d'équipe dans un contexte international » et « La décision de travailler à l'étranger ».
- Près de 70 % des gestionnaires avaient suivi une formation sur l'éthique en 2006-2007. Ces activités de formations se sont poursuivies en 2007-2008. De plus, un projet de formation à distance a été réalisé pour les cadres du réseau des représentations, notamment à Paris.

RÉALISATIONS ET PROJETS STRUCTURANTS LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

En 2007-2008, le MRI ainsi que le Secrétariat du XII^e Sommet de la Francophonie de Québec en 2008 et le Conseil du Trésor du Canada ont signé des ententes concernant le prêt de personnel du MRI pour le Sommet de la Francophonie en 2008. Parmi les principales réalisations ou projets structurants liés aux ressources humaines en 2007-2008, mentionnons également :

- La révision de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec en vue d'une mise en œuvre en 2008-2009;
- La révision du processus de dotation des emplois au siège et à l'étranger et l'utilisation de nouveaux moyens d'évaluation;
- L'accompagnement des cadres dans la gestion des cas difficiles et des employés de toutes les catégories d'emplois en ce qui concerne leur développement professionnel.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le Ministère a mis de l'avant plusieurs initiatives en 2007-2008 pour favoriser la santé et la sécurité des employés. Parmi celles-ci :

- Envoi de masques anti-projection dans l'ensemble des représentations à l'étranger en vue d'une éventuelle pandémie d'influenza;
- Plusieurs services offerts : vaccination antigrippale, conférences sur différents thèmes touchant la santé des personnes; chroniques santé dans l'intranet du Ministère, formation en secourisme. Pour les employés du siège, les services offerts en 2007-2008 comprenaient également un service d'infirmerie, la possibilité d'obtenir un bilan sanguin et une évaluation de la condition physique;
- Un service de programme d'aide aux employés a été offert à tout le personnel et des présentations sur la Politique ministérielle visant à prévenir et à contrer le harcèlement au travail sont offertes aux employés au besoin.

6.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

LES DÉPENSES

Le budget de dépenses 2007-2008 du MRI s'élevait à 116,2 millions de dollars. La dépense réelle s'est élevée à 115,3 millions de dollars, soit près de 1 % de moins que ce qui était prévu en début d'année. Cet écart s'explique principalement par certains délais relatifs à l'ouverture des nouvelles représentations du Québec à l'étranger.

	2007-2008			2006-2007
	Budget des dépenses	Variation	Dépenses réelles ¹	Dépenses réelles
TOTAL	116 210 300 \$	916 030 \$	115 294 270 \$	101 709 000 \$

1. Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par la ministre des Finances

Près de 43 % des dépenses du MRI, soit 49,5 millions de dollars, sont allouées à la rémunération du personnel, tandis que les dépenses de fonctionnement, qui comprennent entre autres celles qui concernent les bureaux du Québec à l'étranger, représentent un peu plus du quart des dépenses, soit 29 millions de dollars. Les dépenses de transfert ont totalisé 32,5 millions de dollars en 2007-2008. Enfin, la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec a coûté 4,3 millions de dollars.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CATÉGORIE

Catégorie de dépenses	Dépenses réelles 2006-2007 (en millions de dollars)	Dépenses réelles 2007-2008 ¹ (en millions de dollars)
Rémunération	48,6	49,5
▪ Siège	22,2	22,8
▪ Représentations du Québec à l'étranger	26,4	26,7
Fonctionnement	28,5	29,0
▪ Siège	12,1	12,0
▪ Représentations du Québec à l'étranger	16,4	17,0
Transferts (subventions)	24,0	32,5
▪ Francophonie	7,4	15,3
▪ Organismes voués à la jeunesse	4,9	4,9
▪ Québec sans frontières et autres	3,7	3,5
▪ Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3,6	3,9
▪ Subventions aux affaires bilatérales et Programmes de coopération	2,5	2,6
▪ Autres crédits de transfert	1,9	2,3
Mise en œuvre de la Politique internationale du Québec	0,6	4,3
TOTAL	101,7	115,3

1. Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par la ministre des Finances

La hausse des dépenses de 13,6 millions de dollars par rapport à l'année 2006-2007 découle essentiellement des raisons suivantes :

- La tenue du Sommet de la Francophonie à Québec en octobre 2008;
- La mise en œuvre de la Politique internationale du Québec.

LES INVESTISSEMENTS

En 2007-2008, le Ministère a effectué des investissements de 14,3 millions de dollars, dont la grande majorité pour des immobilisations.

	2007-2008		2006-2007
	Budget	Débours réel ¹	Débours
Immobilisations	12 022 000 \$	13 455 500 \$	25 283 000 \$
Prêts, placements et avances	600 000 \$	823 800 \$	187 000 \$

1. Les déboursés vérifiés seront présentés à l'Assemblée nationale par la ministre des Finances

Les investissements en immobilisations en 2007-2008 ont principalement servi à financer les projets suivants :

- Acquisition de la résidence officielle du gouvernement du Québec à Munich pour la somme de 7,0 millions de dollars;
- Acquisition des autres immobilisations pour le redéploiement du réseau;
- Aménagements liés à la mise à niveau de l'infrastructure technologique au siège ou à l'étranger.

La section 6.3 donne plus de détails sur les investissements liés aux ressources informationnelles et matérielles.

6.3 RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET MATÉRIELLES

En 2007-2008, le MRI a achevé le projet de mise à niveau de son infrastructure technologique et assuré la sécurité, l'entretien et la bonne utilisation des services informatiques, notamment grâce aux activités suivantes :

- Traitement de plus de 8 500 demandes de soutien provenant des différents utilisateurs;
- Remplacement de 20 % des postes de travail et de 16 % des imprimantes, support et mise à jour des logiciels, des composantes réseautiques et de télécommunication, et de la messagerie électroniques;
- Élaboration de scénarios ainsi qu'évaluation des coûts et des efforts en ressources humaines nécessaires pour assurer une continuité des affaires, en cas de sinistre majeur.

Les investissements en immobilisations informatiques ou électroniques réalisés en 2007-2008 sont de 741 960 \$ et ont principalement servi à financer le projet de mise à niveau de l'infrastructure technologique, au siège et à l'étranger, de même que le maintien et la mise à niveau des logiciels, des équipements bureautiques, des composantes réseautiques et de télécommunication ainsi que de la messagerie électronique.

Les investissements liés aux ressources matérielles ont totalisé 11,6 millions de dollars \$. Ils ont rendu possible le déploiement de la visioconférence à Washington, Bruxelles, Londres et Boston, l'installation de la téléphonie IP (Protocole Internet) dans six représentations à l'étranger, l'acquisition de la résidence officielle de Munich et l'ouverture du Bureau du Québec à São Paulo.

Le Ministère a amorcé en 2007-2008 le projet de constitution de sa mémoire institutionnelle, qui rassemblera les documents témoignant des réalisations et avancées du Québec sur la scène internationale au cours des 40 dernières années : documents d'archives, textes, correspondance officielle, photographies et matériel vidéo seront ainsi regroupés afin d'en faciliter la consultation. Le MRI s'est associé à des partenaires et à des donateurs des secteurs public et privé pour la réalisation de ce projet.

6.4 ÉVALUATION ET VÉRIFICATION

D'une façon continue, le MRI prend différentes mesures pour s'assurer de la bonne gestion des ressources qui lui sont allouées pour atteindre ses objectifs. Les mécanismes de vérification interne, d'évaluation de programme ainsi que de gestion intégrée des risques sont de pratique courante.

Le comité de vérification, constitué conformément aux orientations du Conseil du trésor en matière de vérification, établit la planification des études de vérification interne, tandis que la Direction de la vérification interne et de l'évaluation, par des opérations régulières, réalise habituellement ces études. Au cours de l'année 2007-2008, des études de vérification des dépenses et des processus ont été réalisées notamment à la Délégation générale du Québec à Munich et à la Délégation générale du Québec à Mexico.

Dans le cadre de sa gestion intégrée des risques, les risques majeurs du MRI ont été analysés pour les unités « Affaires bilatérales » et « Protocole, missions et événements ». Enfin, en 2007-2008, afin d'améliorer de façon continue l'efficacité et le rendement de ses programmes, une évaluation de l'appui accordé à l'Association internationale des études québécoises a été réalisée.

7.

Autres exigences législatives et gouvernementales

À titre de ministère public,
le MRI doit veiller au respect de certaines lois,
règlements et politiques gouvernementales

7.1 ACCÈS À L'INFORMATION

Lorsqu'une demande d'accès à l'information lui est adressée, le MRI doit s'assurer de la traiter dans le délai prévu par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, soit 20 jours.

Indicateur	Résultat
Nombre total de demandes d'accès à l'information traitées en 2007-2008	11
Pourcentage des demandes traitées dans un délai de 20 jours	90,9 %

7.2 EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

La Politique linguistique du MRI pour l'emploi adéquat de la langue française dans les communications a été adoptée en juillet 2006. Les employés peuvent consulter cette politique dans l'intranet. En 2007-2008, le MRI a pris différentes mesures pour s'assurer que la langue française est utilisée correctement avec ses interlocuteurs et dans les documents officiels :

- le changement d'une utilisation fautive de l'anglais dans certaines pages du site Web du Ministère;
- la publication d'une manchette dans l'intranet du Ministère rappelant la place du français dans les messages d'accueil vocaux.

De plus, afin d'employer un langage clair, simple et précis et d'uniformiser l'utilisation du vocabulaire propre aux relations internationales, les produits de communication Web du Ministère ont fait l'objet d'une vaste opération de révision linguistique en 2007-2008.

7.3 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit mettre en œuvre des mesures d'égalité en emploi afin d'accroître la présence de diverses composantes de la société dans son effectif. Les groupes concernés par ces mesures sont les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées. L'annexe 7 présente les résultats en cette matière.

ANNEXES

ANNEXE 1	Engagements internationaux conclus en 2007-2008	60
ANNEXE 2	Principales activités des représentations du Québec à l'étranger.....	61
ANNEXE 3	Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international	70
ANNEXE 4	Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2007-2008.....	71
ANNEXE 5	Principales visites officielles au Québec en 2007-2008.....	74
ANNEXE 6	Répartition du personnel travaillant à l'étranger selon le secteur d'activité.....	77
ANNEXE 7	Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi.....	78
ANNEXE 8	Liste des sigles et des acronymes.....	81
ANNEXE 9	Organigramme du Ministère des Relations internationales au 31 mars 2008	83

ANNEXE 1

Engagements internationaux conclus en 2007-2008

Le Québec était partie à plus de 379 ententes internationales en vigueur au 31 mars 2008 avec des gouvernements étrangers ou des organisations internationales. À cette date, il s'était également déclaré lié à plus de 38 conventions multilatérales et accords internationaux et avait conclu plus de 139 actes concertés non conventionnels. Les instruments internationaux peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site Web du Ministère.

ENTENTES INTERNATIONALES CONCLUES EN 2007-2008

Objet des ententes	Titre des ententes conclues en 2007-2008
Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP) de l'État haïtien	Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Haïti concernant la mise en œuvre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP), signé à Québec le 7 novembre 2007.
Échange de renseignements avec le gouvernement du Massachusetts	Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Commonwealth du Massachusetts relative à l'échange de renseignements destinés à l'exécution de la Loi, signée à Québec le 13 novembre 2007.
Coopération avec l'État d'Israël	Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État d'Israël, signée à Québec le 11 décembre 2007.
Services de francisation avec des instituts français	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français d'Amérique latine, signée à Mexico le 21 février 2008. Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de Tel-Aviv, signée à Paris le 3 mars 2008.

Principales activités des représentations du Québec à l'étranger

Les représentations du Québec à l'étranger aident les institutions, les entreprises et les élus québécois à mettre de l'avant les projets conformes aux objectifs internationaux du Québec. Déployées en fonction des intérêts du Québec sur les différents territoires, leurs mandats et leurs ressources varient considérablement. Certains bureaux se concentrent sur le développement des marchés pour les entreprises et les créateurs québécois, alors que les délégations générales couvrent l'ensemble des secteurs d'activité à l'étranger, y compris la représentation des intérêts du Québec auprès d'interlocuteurs du milieu politique et la promotion du Québec, de son expertise et de sa culture.

En contact direct et continu avec le siège du Ministère au Québec, les représentations ont contribué à la majorité des résultats présentés dans la section des objectifs stratégiques de ce rapport annuel. L'annexe suivante présente un aperçu de certains dossiers de première importance de même que de certaines clientèles québécoises appuyées en 2007-2008. Les résultats ne reflètent que partiellement l'action d'autres partenaires ministériels présents dans les représentations (MDEIE et MCCCCF). Les résultats liés à l'action internationale d'Investissement Québec et du MICC ne sont pas présentés.

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES DU QUÉBEC

BRUXELLES	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne : coordination européenne, appui à diverses missions sur le territoire, conférences, contacts de haut niveau, politiques et économiques. « Gek op Québec » Vitrine du Québec en Flandre : plus d'une douzaine de manifestations culturelles, économiques, académiques et institutionnelles pour présenter le Québec en Flandre (d'octobre 2007 à avril 2008). 400^e de la ville de Québec : promotion auprès des autorités régionales, politiques, économiques et autres. Sensibilisation aux thèmes d'intérêt majeur pour le Québec, notamment en matière de coopération policière, académique, institutionnelle et politique. Appui à 4 missions ministérielles.	120 entreprises : - par l'appui à plus d'une vingtaine de missions commerciales québécoises; - par l'appui à l'organisation de 7 séminaires sur le Québec économique; - dont trois entreprises qui se sont implantées en cours d'année au Benelux. Plusieurs artistes : - par l'appui à la tenue de 155 activités culturelles québécoises sur le territoire. Établissements d'enseignement et étudiants.
LONDRES	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne. Promotion de l'industrie québécoise des maisons à ossatures de bois : organisation d'une mission commerciale dans le secteur. Coopération entre le Québec et le Pays de Galles en matière d'aménagement linguistique. Commonwealth Foundation sur la Convention de l'UNESCO : participation du Québec à une conférence de cet organisme. Appui à 6 missions gouvernementales dans les secteurs suivants : science et technologie, relations interculturelles, politique linguistique, relations internationales.	73 entreprises : - dont des entreprises des technologies de l'information lors d'une mission québécoise; - dont 34 entreprises culturelles en tournée; - par l'appui à 25 missions d'acheteurs. Commissions scolaires et Cégep international. Associations professionnelles québécoises participant aux 5 missions de prospection.

MEXICO	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Missions politiques : mission Québec à Monterrey et à Mexico (septembre 2007). Appui à la 4^e édition des Rostros de la Francofonía ainsi qu'au Forum universel des cultures à Monterrey. Consolidation de liens avec les organismes centraux en vue d'échanges économiques accrus : Secrétariat à l'économie, PROMEXICO et Conseil mexicain d'entrepreneurs en commerce extérieur, investissement et technologie (COMCE). Mise en priorité de régions industrielles pour le développement d'échanges : le District fédéral, les États de Mexico et Puebla, et les villes de Monterrey et Guadalajara.	Développement international Desjardins. Plusieurs entreprises et organismes du secteur de l'environnement, des mines et de la santé, par l'appui à trois missions dans ces domaines. 26 entreprises : - dont 7 entreprises dans le secteur de l'aéronautique. 70 artistes et conférenciers : - par l'appui à la participation québécoise au Forum universel des cultures de Monterrey.

MUNICH	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne : démarches auprès des ministres bavarois, du Conseil du Patronat de la Bavière et des milieux d'affaires. Coopération Québec-Bavière : développement de partenariats dans les secteurs de l'environnement, de l'éducation, de la culture, de l'économie, de la recherche et de l'innovation. Coopération Québec-Haute-Autriche : développement des thématiques de coopération retenues, notamment l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables lors de la mission du président de l'Agence de l'Efficacité énergétique à Wels. Promotion des secteurs clés de l'économie québécoise (biotechnologies, énergies renouvelables, technologies de l'information et de communications et textiles techniques) : lors de cinq séminaires destinés aux milieux économique et technologique allemands.	70 entreprises : - par l'appui à leurs démarches en Allemagne, en Suisse ou en Autriche; - dont 60 compagnies ayant participé à 6 missions économiques dans des secteurs de pointe de l'économie québécoise, tels que l'optique-photonique, les textiles techniques, la biotechnologie et l'équipement médical. Clientèle étrangère : réponse à plus de 60 demandes provenant d'élèves, d'étudiants et d'enseignements allemands qui veulent obtenir des informations sur le Québec et traitement de 21 demandes de journalistes et chercheurs allemands qui s'intéressent au Québec.

NEW YORK	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Corridor de commerce Québec-New York : démarches ciblées auprès d'interlocuteurs politiques et d'organisations économiques de toutes les régions de l'État de New York en vue du 4^e Sommet économique Québec-New York. Promotion des intérêts québécois en matière d'environnement et d'énergie : participation à 3 conférences du <i>Regional Greenhouse Gas Initiative</i>, aux assemblées annuelles de l'<i>Eastern Regional Council</i> et du <i>Council of State Governments</i> et à la Conférence du <i>National Governors' Association</i>. Partenariat Québec-New York en matière de sécurité : organisation d'une mission du ministre de la Sécurité publique et d'une séance d'information avec la section du renseignement de la police de la Ville de New York. Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI) : sensibilisation de plusieurs acteurs politiques à la position du Québec et participation à un groupe de travail tripartite Québec-New York-Ontario sur le permis de conduire amélioré.	Fédération des chambres de commerce du Québec. Hydro-Québec et SAAQ. 196 entreprises : - dont 116 au cours de 14 missions économiques; - dont 45 dans le domaine de l'agroalimentaire. 62 artistes ou compagnies québécoises : - par l'appui à la réalisation de 51 activités de promotion des artistes québécois; 27 interlocuteurs culturels, par un appui personnalisé lors de missions. 200 étudiants d'établissements universitaires, collégiaux ou secondaires accueillies.

PARIS	Dossiers importants en 2007-2008 Dossiers politiques : le 400^e anniversaire de la fondation de Québec et le lancement des négociations de l'entente France-Québec de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Appui à 12 missions ministérielles en France, dont 3 du premier ministre. Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne. Coopération universitaire : élaboration du Conseil franco-québécois de coopération universitaire en remplacement du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois (CCIFQ). Coopération avec les régions de France : signature du plan d'action avec la région Île-de-France et reconduite du plan d'action avec la région Aquitaine.	Clientèles québécoises appuyées Ordres professionnels. 121 entreprises : - dont 44 entreprises consolidées et 43 entreprises diversifiées; - par l'appui à 12 missions commerciales de groupe. Plusieurs artistes, dans toutes les régions de France et dans tous les secteurs d'activités : musique, danse, arts visuels, chanson, théâtre, cinéma, littérature. - par l'appui à 200 activités culturelles, dont une soixantaine ayant reçu une aide financière. Étudiants et universités : près de 1 800 Québécois par an sont touchés par la coopération universitaire avec la France.
TOKYO	Dossiers importants en 2007-2008 Consolidation et renforcement des réseaux du Québec : sur le plan politique par des entretiens avec le vice-ministre senior des Affaires étrangères et des députés de l'Assemblée nationale japonaise. Signature d'une entente de partenariat entre NanoQuébec et le Nano Business Creation Initiative du Japon, octobre 2007. Accueil de délégations japonaises à Montréal dans les secteurs de haute technologie : jeux vidéo (26 participants) et aéronautique (35 participants). Promotion et rayonnement de la langue française : ouverture d'un centre de documentation sur le Québec au sein de l'Université de Meiji, pour une période de trois ans. Mission pilotée par CINARS au Tokyo Performance Arts Market : organisation de la mission et mise en contact avec les producteurs et diffuseurs japonais.	Clientèles québécoises appuyées 210 entreprises : - lors de 5 missions de groupe et de 65 missions individuelles; - par l'appui à 6 missions d'entreprises japonaises au Québec et l'évaluation de 288 intermédiaires de vente. 152 individus dans le domaine de la culture et de l'éducation : - dont 63 participants aux missions au Japon. 6 universités : - à l'occasion de leur participation au Congrès annuel de l'<i>Asia Pacific Association for International Education</i>.

DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC

ATLANTA	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Ouverture officielle de la Délégation et mission de la ministre. Signature d'une déclaration commune et participation à l'organisation du lancement de l'Alliance économique SEUS-CP concernant six États du Sud-Est et sept provinces canadiennes. Promotion de l'expertise québécoise : mission d'experts du secteur de la santé au <i>Centers for Disease Control and Prevention</i>, et promotion de <i>Sensation Mode</i> auprès d'experts américains du secteur de la mode. Promotion de Futurallia dans le Sud des États-Unis et appui aux missions économiques du secrétaire d'État du Texas et de la mairesse d'Atlanta à Montréal. Participation au Sommet des Leaders, à la conférence NASCO à Fort Worth et à la <i>Southern Governors Association</i> au Mississippi.	Organismes québécois du secteur de la santé. 289 entreprises : - dont 78 rencontrées et assistées dans leurs démarches sur le territoire; - dont 111 ayant participé aux 18 missions commerciales. 20 artistes.
BOSTON	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Signature d'une entente Québec-Massachusetts sur l'échange de renseignements relatifs à l'exécution de la loi et signature d'une déclaration conjointe Québec-Vermont eu égard au permis de conduire amélioré. Promotion de l'hydroélectricité québécoise sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre : rédaction et mise en œuvre d'une stratégie. Appui à la mission économique pour la recherche et l'innovation du maire de Québec et à la mission Montréal In Vivo : les missions visaient à favoriser la commercialisation des innovations issues de la recherche de centres québécois. Présidence du comité d'organisation de la Quinzaine de la Francophonie en Nouvelle-Angleterre 2008 et développement de partenariats avec les communautés franco-américaines en vue des célébrations du 400e anniversaire de la ville de Québec.	Maires de Montréal et de Québec, directeurs de centre de recherche, Hydro-Québec et la Fédération des chambres de commerce. 212 entreprises : - dont 68 entreprises non établies sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre; - dont 25 entreprises lors de la mission au Boston Sea Food Show; - dont 10 entreprises dans le secteur des fromages fins. Plusieurs artistes : - par l'appui à la tenue de 95 activités culturelles québécoises. 120 participants à la mission économique Bio2007, dont 40 entreprises et organismes.

CHICAGO	Dossiers importants en 2007-2008 Sécurité transfrontalière (WHTI) : participation à des activités décisionnelles dans la région et appui aux spécialistes québécois, y compris l'activité qui a été organisée à Détroit par le <i>Council of State Governments</i> à l'intention d'une centaine d'élus des 10 provinces et de 20 États américains. Lancement d'un projet Québec-Illinois dans le domaine de la bioinformatique (sciences de la vie) : appui à la réalisation de ce projet soutenu par le MDEIE et lancé en partenariat avec l'Université de l'Illinois à Chicago. Échanges commerciaux et accès aux marchés : sensibilisation de décideurs politiques et économiques de la région en devenant membre du conseil d'administration du <i>Great Lake Manufacturing Council</i>, un organisme voué à une approche régionale dans la recherche de solutions à des problèmes communs. Promotion du Québec : appui, en collaboration avec Tourisme Québec, à la réalisation d'un événement grand public regroupant plus de 50 000 personnes (ARTropolis).	Clientèles québécoises appuyées Parlementaires québécois. 327 entreprises : - dont 80 en agroalimentaire et 100 dans le domaine de la mode; - dont 115 par un accompagnement plus personnalisé lors de 2 missions de groupe et de 47 missions individuelles au Midwest; - par la promotion des produits de l'érable, avec la deuxième phase de « Do More With Maple ». Plusieurs artistes : - par l'appui à 22 activités culturelles. Universitaires : - par l'appui à plus de 16 activités dans le domaine.
LOS ANGELES	Dossiers importants en 2007-2008 Partenariat stratégique Californie-Canada en innovation (PSCCI/CCSIP) : promotion de l'offre québécoise dans les secteurs prioritaires du partenariat et soutien à la candidature – retenue – de la ville de Montréal pour accueillir le 3^e Sommet du partenariat. Identification de la problématique liée à l'<i>International Traffic in Arms Regulations</i> : appui aux entreprises québécoises voulant accéder au marché de la défense. Promotion du cinéma québécois auprès de l'industrie et du grand public en partenariat avec les principaux festivals de films du territoire – tels que Sundance, Palm Springs, <i>AFI Los Angeles</i>, Denver, Seattle, San Francisco – et la SODEC. Présentation de l'action internationale du Québec en matière de développement économique à une commission de la législature californienne : sensibilisation de divers interlocuteurs californiens ou d'autres États à la relation Québec–États-Unis.	Clientèles québécoises appuyées Investissement Québec. Montréal International. 220 entreprises : - par l'appui à 9 missions commerciales de groupe; - par l'évaluation de 179 intermédiaires de vente. Plusieurs artistes : - par l'appui à 12 activités culturelles québécoises sur le territoire.
ROME	Dossiers importants en 2007-2008 Mise sur pied d'une antenne économique du Québec à Milan : collaboration avec la Chambre de commerce de Milan. Renouvellement du volet Culture et Éducation lors de la VI^e Sous-commission mixte Québec-Italie et mise en œuvre du volet « Science et Technologie », en collaboration avec le MCCC, le MELS, le MDEIE, le CALQ et la SODEC. Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne. Promotion des intérêts du Québec dans le secteur de l'énergie : lors du Congrès mondial de l'énergie (Rome, novembre 2007) et promotion de la prochaine édition prévue en 2010 à Montréal.	Clientèles québécoises appuyées Hydro-Québec. 16 entreprises. 5 organismes culturels en muséologie et en arts de la scène. Près de 30 universités et institutions. 16 équipes de chercheurs : dans les secteurs de l'aérospatiale, de l'aéronautique, des sciences de la vie et de la biotechnologie.

BUREAUX DU QUÉBEC ET ANTENNES

BARCELONE	Dossiers importants en 2007-2008 Coopération avec la Catalogne : tenue de la 5^e Commission mixte de coopération Québec-Catalogne 2008-2010. Échange de jeunes : déclaration commune entre le Secrétariat à la jeunesse de Catalogne et le ministère des Relations internationales. Élaboration d'une stratégie économique sur l'Espagne. Promotion d'un d'accord de partenariat économique Canada-Union européenne.	Clientèles québécoises appuyées 45 entreprises : par l'appui à 16 missions d'institutions et d'entreprises. 20 organismes culturels ou institutionnels.
BEIJING	Dossiers importants en 2007-2008 Négociation, signature et suivi de l'Entente en recherche, science et technologie entre le ministère de la Science et de la Technologie de Chine (MOST) et le Québec : appui à la mise en œuvre des projets conjoints en recherche et développement. Signature de deux ententes avec le Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB) pour l'accueil de jeunes Québécois. Intensification des relations politiques et commerciales entre le Québec et la Chine : appui à des des missions ministérielles québécoises en Chine et à deux missions chinoises au Québec. Intensification des relations politiques et commerciales entre le Québec et le Shandong : échanges continus avec les Affaires étrangères de cette province.	Clientèles québécoises appuyées Maire de Montréal. 150 entreprises : par l'appui à 2 missions, dont une dans le secteur aérospatial. 9 équipes de recherche composées de chercheurs et d'entreprises du Québec. 8 stagiaires et 8 traducteurs.
BERLIN	Dossiers importants en 2007-2008 Promotion d'un accord de partenariat économique Canada-Union européenne : démarches auprès de ministres du gouvernement fédéral allemand, du Conseil du patronat allemand et des milieux d'affaires et accompagnement du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation lors de sa visite en Allemagne en janvier 2008. Promotion de la culture québécoise : le Québec a notamment été l'invité d'honneur au Festival de la poésie de Berlin et au Festival de cinéma de Dresde. Francophonie : coprésidence d'un comité de 33 ambassades et représentations des pays membres de la Francophonie et organisation et réalisation de la Fête de la Francophonie 2008, qui a reçu 1 000 participants. Coopération Québec – Saxe : développement de partenariats dans divers secteurs. Négociation en vue du renouvellement de l'entente de sécurité sociale entre le Québec et la République fédérale d'Allemagne.	Clientèles québécoises appuyées 26 entreprises culturelles : - lors de rencontres professionnelles (4 producteurs de cinéma et 22 éditeurs). Plusieurs artistes et organismes culturels, en Allemagne, en Autriche et en Suisse : - Par un soutien financier à 39 activités et à la promotion de 450 activités dans tous les secteurs (arts de la scène, cinéma, littérature, arts visuels, musique, arts médiatiques). Plusieurs groupes d'étudiants rattachés à des collèges et à des universités québécoises.

SHANGHAI	Dossiers importants en 2007-2008	Clientèles québécoises appuyées
	Consolidation des liens avec Shanghai et Chengdu : rencontres avec le maire de Shanghai et le président de la Commission science et technologie, avec le bureau d'affaires du Sichuan et avec des représentants du monde des affaires. Appui à l'organisation de séminaires dans des secteurs de pointe (biosciences et jeux). Promotion de secteurs économiques de pointe au Québec et du secteur de l'environnement : organisation de tables rondes en sciences de la vie à Shanghai et à Chengdu, d'un séminaire sur l'industrie du jeu à Chengdu, et d'un séminaire en environnement à Montréal à l'intention d'une délégation du Sichuan. Promotion de la candidature de Montréal pour l'Urban Best Project Aera : démarches auprès des autorités de l'Exposition internationale de Shanghai 2010. Promotion de la culture québécoise : consolidation des liens avec les autorités du <i>Shanghai International Arts Festival and Fair</i> pour l'organisation d'activités culturelles québécoises d'avant-garde.	Maire de Montréal. 55 entreprises : - dont 10 lors de la mission du maire de Montréal. 7 artistes et institutions culturelles : - par l'appui à 14 activités culturelles sur le territoire; - par l'appui à une mission culturelle en Chine concernant une vingtaine de Chinois du monde du spectacle. 5 établissements ou départements d'enseignement du Québec.
WASHINGTON	Dossiers importants en 2007-2008	
	Promotion des actions du Québec en matière d'énergie et d'environnement : rencontres et contacts avec des bureaux de membres du Congrès (Chambre des représentants et Sénat) et avec des représentants du Département de l'énergie. Suivi et analyse des projets de loi majeurs d'intérêt pour le Québec (Farm Bill, Climate Security Act, Energy Bill Department of Homeland Security Appropriations Bill, etc.). Sensibilisation de plusieurs acteurs politiques à la position du Québec concernant le WHTI : organisation de conférences sur ce sujet en collaboration avec le Woodrow Wilson Center et le Center for Strategic and International Studies. Développement de relations avec les principaux réseaux d'affaires dans la région de Washington, D.C. et promotion de certains secteurs économiques. Appui aux démarches de 6 entreprises québécoises. Collaboration du responsable aux affaires multilatérales à des réunions, des groupes de travail et des séances de négociation, au sein de la délégation canadienne, permettant de mieux définir les enjeux du Québec dans les Amériques, notamment dans le cadre des réunions du Comité interaméricain sur la Culture et du Comité interaméricain sur l'Éducation et des négociations de la Charte sociale et de la Convention interaméricaine contre le racisme.	

Les bureaux du Québec à l'étranger établis à Vienne (1,3 M\$), Damas (0,4 M\$) et Hong Kong (3 M\$) ont exclusivement un mandat en matière d'immigration. Leurs résultats ne sont pas présentés dans cette section. Le rapport annuel du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles présente les résultats généraux du Québec pour toutes les activités en matière d'immigration à l'étranger (www.micc.gouv.qc.ca).

Les résultats des antennes économiques de Santiago (0,2 M\$), de Séoul (0,3 M\$), de Taipei (0,2 M\$) et de Milan (0,04 M\$) ne sont pas présentés à part dans cette section. Ils contribuent cependant aux objectifs gouvernementaux, principalement ceux que met en œuvre le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (www.mdeie.gouv.qc.ca). Les résultats des bureaux du Québec à Mumbai et à São Paulo ne sont pas présentés car leurs activités ont débuté en cours d'année.

REPRÉSENTATION – AFFAIRES MULTILATÉRALES

FRANCOPHONIE

Délégué
du Québec
aux Affaires
francophones et
multilatérales

Dossiers importants en 2007-2008

Organisation du Sommet des chefs d'États et de gouvernement (Québec, octobre 2008) :

- Participation à la définition des enjeux et à la rédaction des textes de réflexion sur chacun d'eux;
- Consultations continues auprès des délégations des pays ayant une participation active et une influence sur l'évolution des discussions menant à l'éventuelle Déclaration de Québec.

Participation aux commissions, groupes de travail et Conseil permanent de la francophonie : Participation à toutes les instances où sont débattues les questions politiques, les orientations de coopération et celles qui concernent la modernisation de la gestion de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Sensibilisation des 54 autres États et gouvernements membres de l'OIF aux intérêts et aux préoccupations du Québec : notamment en matières de langue, de culture et de diversité culturelle de même qu'en éducation.

Appui à la participation du ministre de la Justice du Québec, M. Jacques Dupuis, à la Conférence des ministres francophones de la Justice : notamment par la participation active à l'élaboration de la Déclaration de Paris, issue de cette rencontre.

Développement des liens propres à mettre en valeur le savoir-faire du Québec : notamment auprès des opérateurs de la Francophonie que sont l'OIF, l'AIMF, l'AUF et l'Université Senghor.

UNESCO

Représentant du
gouvernement
du Québec
– Délégation
permanente du
Canada auprès de
l'UNESCO

Dossiers importants en 2007-2008

Application de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur l'UNESCO : prise de parole du gouvernement du Québec à la 34^e session de la Conférence générale de l'UNESCO.

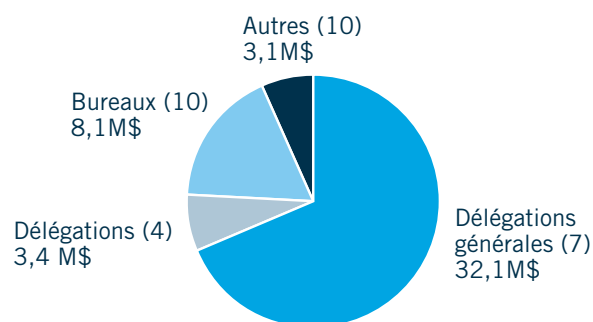
Promotion et mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles : prise de position du gouvernement du Québec lors du Comité intergouvernemental chargé d'élaborer les directives opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre de la Convention.

Participation à divers travaux, réunions et conférences de l'UNESCO selon les enjeux et les intérêts du Québec : 56^e Session du Conseil du Bureau international d'éducation, Symposium international sur l'analyse comparative des systèmes nationaux de recherche, groupe de travail sur la Commission océanographique intergouvernementale, 3^e Congrès mondial des réserves de biosphères.

Intégration des cercles diplomatiques : sensibilisation des acteurs présents à l'UNESCO quant à l'intérêt, pour un État fédéré, d'agir au sein d'une organisation internationale.

RÉPARTITION DES DÉPENSES LIÉES AU RÉSEAU DE REPRÉSENTATIONS À L'ÉTRANGER :

Représentations	Dépenses réelles en 2007-2008
Amérique du Nord	12,3 M\$
Europe	21,2 M\$
Asie	9,8 M\$
Amérique du Sud	1,5 M\$
Afrique et Moyen-Orient	0,6 M\$
Représentation – Affaires multilatérales	0,9 M\$
Total	46,2 M\$



Le total des dépenses réelles en 2007-2008 allouées au réseau de représentations à l'étranger diffère du cumul des dépenses liées au réseau dans le tableau intitulé « Répartition des dépenses par catégorie » de la section 6.2. La raison est que les dépenses liées au redéploiement du réseau sont incluses dans la catégorie « Mise en œuvre de la Politique internationale » dans la section 6.2.

La catégorie « Autres » comprend les dépenses des différentes antennes du Québec à l'étranger ainsi que celles qui sont liées aux représentations – Affaires multilatérales.

ANNEXE 3

Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international

L'appui aux projets de coopération internationale constitue le principal moyen d'action du MRI en matière de solidarité et de développement international, tel qu'il est présenté à la section 3.7. Toutefois, le MRI accorde également 830 000 \$ à d'autres volets visant la sensibilisation du public ou l'échange d'expertise et la concertation :

Autres volets d'action en matière de solidarité internationale	Contribution du MRI
Sensibilisation du public	
Appui à 11 organismes de coopération internationale québécois dans le cadre du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale.	250 000 \$
Appui à 11 projets d'éducation et de sensibilisation du public dans le cadre du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale. Le commerce équitable, la souveraineté alimentaire et les réfugiés dans le monde sont des exemples de thèmes vulgarisés.	140 000 \$
Appui à la 11 ^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) qui a eu lieu du 8 au 18 novembre 2007 sur le thème du « Contrôle de l'exploitation minière et forestière ». Les jeunes de 12 à 17 ans de la majorité des régions ont eu la chance de participer aux activités relatives à cette journée.	180 000 \$
Échange d'expertise et concertation des organismes de coopération internationale	
Travaux visant la mise en place d'un mécanisme de concertation offrant une plate-forme d'échanges aux acteurs québécois du développement. Dix-sept organismes ont été consultés en 2007-2008.	Coordination du projet
Appui à la mission de concertation de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et pour sa collaboration à la coordination du programme Québec sans frontières.	260 000 \$

ANNEXE 4

Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2007-2008

AMÉRIQUE DU NORD

Atlanta, Los Angeles et Las Vegas , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, juin 2007.	Inauguration de la Délégation du Québec à Atlanta, rencontre avec des personnalités politiques en matière de changements climatiques.
Boston , ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Claude Béchar, février 2008.	Rencontres avec diverses personnalités politiques et acteurs en matière énergétique.
Boston , ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Laurent Lessard, février 2008.	Participation au Boston Seafood Show 2008.
Boston , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, mai 2007.	Participation au BIO International Convention 2007.
Mexico , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, septembre 2007.	Participation au second volet de la mission économique.
Monterrey , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, et ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre, septembre 2007.	Participation à l'inauguration officielle du Forum universel des cultures et au premier volet de la mission économique.
New York , ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, septembre 2007.	Suivi de la mise en œuvre de l'entente de coopération entre le Québec et l'État de New York relative à la collaboration en matière de lutte contre le terrorisme.
New York , premier ministre, M. Jean Charest, octobre 2007.	Allocution devant de la Canadian Association de New York.

EUROPE

Cannes , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre, mai 2007.	Représentante du gouvernement du Québec au Festival de Cannes.
Davos, Munich et Berlin , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, janvier 2008.	Participation au Forum économique de Davos et rencontres avec diverses personnalités politiques et rencontres de nature économique.
Davos, Paris et Londres , premier ministre, M. Jean Charest, janvier 2008.	Participation au Forum économique mondial et rencontres avec des personnalités politiques et économiques.
Paris , ministre de la Justice, M. Jacques Dupuis, février 2008.	Participation à la 4 ^e Conférence des ministres francophones de la Justice.
Paris , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, juin 2007.	Participation au 47 ^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace.
Paris et Munich , premier ministre, M. Jean Charest, juillet 2007.	Rencontres avec les nouveaux président et premier ministre de la République française et réception de l'Ordre du mérite bavarois.

Paris , ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, M. Benoît Pelletier, août 2007.	Représentation du gouvernement du Québec aux funérailles de M. Raymond Barre, ancien premier ministre de la République française.
Paris , ministre des Transports, Mme Julie Boulet, septembre 2007.	Participation au XXIII ^e Congrès de l'Association mondiale de la route (AIPCR).
Paris, Deauville et Bruxelles , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, septembre 2007.	Promotion du Québec en tant que destination touristique privilégiée et participation au Salon Top Résa.
Paris, Strasbourg et Angers , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, octobre 2007.	Participation aux activités entourant le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec et aux activités soulignant la présence du Québec au Marché de Noël de Strasbourg.
Paris, La Rochelle et Bordeaux , ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Philippe Couillard, octobre 2007.	Participation au lancement de la programmation officielle française des célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec
Paris, Lyon et Bordeaux , ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Philippe Couillard, décembre 2007.	Participation à la 20 ^e édition des Entretiens du Centre Jacques-Cartier.
Rome , ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Claude Béchard, novembre 2007.	Représentation du gouvernement du Québec au 20 ^e Congrès mondial sur l'énergie.
Séville , ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, septembre 2007.	Représentation du gouvernement du Québec à la Dixième Réunion ministérielle annuelle du Réseau international de la politique culturelle.
Lucerne , ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre, novembre 2007.	Participation à la XX ^e Conférence des ministres responsables de TV5.

ASIE-PACIFIQUE

Adélaïde et Sydney , ministre des Relations internationales, Mme Monique Gagnon-Tremblay, février 2008.	Participation à la Conférence conjointe du Conseil de la Fédération Canada-Australie au nom du premier ministre, et allocution devant la Chambre de commerce Canada-Australie.
Bali , ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Mme Line Beauchamp, décembre 2007.	Participation à la 13 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
Beijing et Dalian , ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, août 2007.	Participation à un forum régional sur l'invitation du <i>World Economic Forum</i> ainsi qu'à l'exposition « Village des nouveaux champions ».
Tokyo, Jinan et Beijing , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, janvier 2008.	Participation à diverses activités culturelles, préparation des travaux du prochain Sommet des régions partenaires et consolidation des contacts politiques avec les autorités chinoises.
Vientiane , ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, novembre 2007.	Participation à la 23 ^e Session de la Conférence des ministres de la Francophonie.

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

Port-au-Prince, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, février 2008.

Participation à la tenue de la première rencontre du Comité conjoint concernant le Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien. Rencontres avec le premier ministre, six ministres et le maire de Port-au-Prince.

São Paulo, Brasília et Rio de Janeiro, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, août 2007.

Rencontres avec les autorités politiques afin de renforcer les échanges commerciaux, la diversité culturelle et la coopération institutionnelle.

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Dubaï, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, octobre 2007.

Direction d'une mission économique.

Principales visites officielles au Québec en 2007-2008

Les visites officielles au Québec comprennent principalement celles des chefs d'État, des membres des gouvernements étrangers, des membres du corps diplomatique en poste à Ottawa, des dirigeants d'organisation internationale gouvernementale ainsi que des membres du corps consulaire lors de visites de prise de poste. Plusieurs représentants étrangers peuvent participer à une même visite officielle.

AMÉRIQUE DU NORD

- Ambassadeur des États-Unis du Mexique, Son Excellence Monsieur Emilio Goicoechea (mai 2007).
- Gouverneur de l'État du Nuevo León, M. José Natividad González Páras, à l'occasion du 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (juin 2007).
- Législateurs et représentants d'État des États-Unis d'Amérique (juin 2007).
- Commissaire pour la région de l'Upstate New York auprès de l'agence de développement économique de l'État de New York, M. Daniel Gundersen (juin 2007).
- Gouverneur de l'État du Vermont, M. James H. Douglas et Gouverneure de l'État du Delaware, Mme Ruth Ann Minner, à l'occasion de la 47^e Assemblée annuelle de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (août 2007).
- Secrétaire des Relations extérieures des États-Unis du Mexique, Mme Patricia Espinosa Cantellano (août 2007).
- Secrétaire d'État du Texas, M. Phil Wilson (octobre 2007).
- Gouverneur de l'État de la Virginie occidentale, M. Joe Manchin III (octobre 2007).
- Lieutenant-gouverneur de l'État du Massachusetts, M. Timothy P. Murray et signature d'une entente en matière de sécurité publique (novembre 2007).
- Gouverneurs et représentants de gouverneurs lors du lancement de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (novembre 2007).
- Gouverneur de l'État du Vermont, M. James H. Douglas (décembre 2007).
- Ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Son Excellence Monsieur David H. Wilkins (janvier 2008).

EUROPE

- Haut-Commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence Monsieur Anthony Cary (avril 2007).
- Président de la Banque centrale européenne, M. Jean-Claude Trichet, à l'occasion du 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (juin 2007).
- Ambassadeur, Son Excellence Monsieur Joao Pedro De Almeida Silveira Carvalho, et du consul général, M. Carlos Manuel Folhadela de Macedo Oliveira, de la République portugaise (juin 2007).
- Ministre-présidente de la Communauté française de Belgique en charge de l'enseignement obligatoire, Mme Marie Arena (août 2007).
- Président du Conseil régional de Basse-Normandie (République française), M. Philippe Duron (septembre 2007).
- Représentant personnel du président de la République française pour la Francophonie (Sherpa), M. Christian Philip (septembre 2007).
- Ambassadeur de la République italienne, Son Excellence Monsieur Gabriele Sardo (septembre 2007).
- Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes, Mme Ségolène Royal (septembre 2007).
- Membres du Comité interparlementaire sur les nouvelles technologies de l'information du Landtag de l'État de Bavière (septembre 2007).
- Ministre de la Formation, de la Culture et des Sports de la République et Canton du Jura, Mme Élisabeth Baume-Schneider (octobre 2007).
- Haut-Commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence Monsieur Anthony Cary (octobre 2007).

- Membres de la Commission de l'économie, du travail et de l'économie sociale du Parlement flamand, présidée par la présidente de la Commission, Mme Trees Merckx-Van Goey (octobre 2007).
- Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco (octobre 2007).
- Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie, Mme Katalin Szili (octobre 2007).
- Ambassadeur et chef de la délégation de la Commission européenne au Canada, Son Excellence Monsieur Dorian Ford Prince (novembre 2007).
- Ministre de l'Agriculture et de la Pêche de la République française, M. Michel Barnier (novembre 2007).
- Ambassadeur du Royaume de Belgique, Son Excellence Monsieur Jean A. Lint (novembre 2007).
- Ambassadeur de la République de Bulgarie, Son Excellence Monsieur Evgueni Stefanov Stoytchev (novembre 2007).
- Premier ministre de la Fédération de Russie, M. Viktor Zoubkov (novembre 2007).
- Ambassadeur et chef de la délégation de la Commission européenne au Canada, Son Excellence Monsieur Dorian Ford Prince, et de représentants du Forum sur le commerce Canada-Europe FORCCE-CERT (novembre 2007).
- Secrétaire d'État chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques de la République française, M. Éric Besson (décembre 2007).
- Ancien premier ministre, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour la célébration du 400^e anniversaire de la ville de Québec, M. Jean-Pierre Raffarin (décembre 2007.)
- Consul général de la République italienne, M. Francesco Paolo Venier (décembre 2007).
- Président de la Diète fédérale (Deutscher Bundestag) de la République fédérale d'Allemagne, M. Norbert Lammert, et d'une délégation parlementaire (février 2008).
- Ambassadeur de la Fédération de Russie, Son Excellence Monsieur Georgiy Mamedov (février 2008).
- Ambassadeur de la Confédération suisse, Son Excellence Monsieur Werner Baumann (mars 2008).

ASIE

- Ambassadeur de la République socialiste du Viêt-Nam, Son Excellence Monsieur NGUYEN Duc Hung (mai 2007).
- Ministre du Commerce de la République populaire de Chine, M. Bo Xilai (mai 2007).
- Vice-ministre de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, M. Shang Yong (mai 2007).
- Ministre du Commerce et de l'Industrie de la République de l'Inde, M. Kamal Nath, à l'occasion du 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (juin 2007).
- Membres du Groupe interparlementaire Canada-Japon (août 2007).
- Gouverneur de la province du Gyeongnam (République de Corée), M. Tae-Ho Kim (septembre 2007).
- Ambassadeur du Japon, Son Excellence Monsieur Tsuneo Nishida (novembre 2007).
- Haut-Commissaire de la République de l'Inde, Son Excellence Monsieur Rajamani Lakshmi Narayan (novembre 2007).
- Ambassadeur de la République des Philippines, Son Excellence Monsieur Jose S. Brillantes (février 2008).

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

- Ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, M. Jean Victor Généus (mai 2007).
- Représentant du secrétaire général des Nations Unies à Haïti, Son Excellence Monsieur Edmund Mulet (mai 2007).
- Président du Sénat, M. Joseph Lambert, et du président de la Chambre des députés, M. Pierre Éric Jean-Jacques, de la République d'Haïti (juin 2007).
- Ministre du gouvernement de la République de Cuba, M. Ricardo Cabrisas (juillet 2007).
- Vice-gouverneur de l'État du Paraná, M. Orlando Pessuti (août 2007).
- Ministre du Tourisme, M. Patrick Delatour, d'une délégation ministérielle et de gens d'affaires de la République d'Haïti (octobre 2007).
- Ministre de la Planification et de la Coopération externe de la République d'Haïti, M. Jean Max Bellerive, à l'occasion de la signature du protocole d'entente entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Haïti concernant la mise en œuvre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP) (novembre 2007).

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

- Ministre intérimaire des Affaires étrangères et ministre de la Culture de la République libanaise, M. Tarek Mitri (mai 2007).
- Ministre des Transports de la République algérienne démocratique et populaire, M. Mohamed Maghlaoui, et le ministre du Transport de la République tunisienne, M. Abderrahim Zouari, à l'occasion de la 36^e Session de l'Assemblée de l'OACI (septembre 2007).
- Ambassadeure du Burkina Faso à Ottawa, Son Excellence Madame Juliette Bonkoungou-Yaméogo (octobre 2007).
- Ambassadeur de la République tunisienne, Son Excellence Monsieur Abdessalem Hétira (novembre 2007).
- Ministre de l'Éducation nationale de la République algérienne démocratique et populaire, M. Aboubakr Benbouzid (novembre 2007).
- Ambassadeur du Royaume du Maroc, Son Excellence Monsieur Mohamed Tangi (février 2008).
- Délégation d'ambassadeurs de pays d'Afrique francophone à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie (mars 2008).
- Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, Son Excellence Monsieur Smail Benamara (mars 2008).

AUTRES

- Participants au 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (juin 2007).
- Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf, à l'occasion du 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) et remise de l'Ordre national du Québec (juin 2007).
- Secrétaire général de l'OEA, M. José Miguel Insulza, à l'occasion du 13^e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (juin 2007).
- Membres de la Conférence des commissaires à la protection des données de la Francophonie (septembre 2007).
- Membres du corps consulaire participant aux XXIII^{es} Journées annuelles d'information des chefs de poste de carrière (octobre 2007).
- Quelques chefs de mission diplomatique en poste à Ottawa (février 2008).
- Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime (mars 2008).

ANNEXE 6

Répartition du personnel travaillant à l'étranger selon le secteur d'activité

PERSONNEL DU RÉSEAU PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU 31 MARS 2008

	Politique, institutionnel et gestion	Économique	Culturel	Immigration	Total
Amérique du Nord	46	30	3	5	84
États-Unis	35	25	3	0	63
Mexique	11	5	0	5	21
Europe	65	20	17	21	123
France	28	7	7	14	56
Royaume-Uni	10	5	4	0	19
Belgique	13	3	2	1	19
Allemagne	9	3	1	0	13
Autriche	0	0	0	6	6
Espagne	3	1	0	0	4
Italie	2	1	3	0	6
Asie	7	8	2	7	24
Chine	2	0	0	7	9
Japon	4	6	2	0	12
Inde	1	0	0	0	1
Corée	0	2	0	0	2
Amérique du Sud	3	1	0	4	8
Brésil	3	1	0	4	8
Afrique et Moyen-Orient	1	0	0	5	6
Damas	1	0	0	5	6
Total	122	59	22	42	245

Les employés affectés à l'étranger rattachés MDEIE, au MICC, au MCCCCF et au MELS sont inclus dans le tableau, tandis que ceux qui viennent d'Investissement Québec et du ministère du Tourisme ne le sont pas.

Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi

Conformément à l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique*, le Ministère doit rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable et par rapport aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

1. DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE 2007-2008

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	20	45	25	7

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2008

Effectif total (personnes)	381 ¹
----------------------------	------------------

1. Le nombre diffère de l'effectif total présenté dans la section sur l'utilisation des ressources humaines car il n'inclut pas les employés réguliers recrutés localement, au nombre de 181 personnes au 31 mars 2008.

2. MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES 2007-2008

Rappel de l'objectif d'embauche : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires issus des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Statuts d'emploi	Embauche totale 2007-2008	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles 2007-2008					Taux d'embauche par statut d'emploi (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	20	5	0	0	0	5	25 %
Occasionnels	45	5	1	0	2	8	18 %
Étudiants	25	6	2	0	0	8	32 %
Stagiaires	7	3	3	0	0	6	86 %

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées

	Réguliers (%)	Occasionnels (%)	Étudiants (%)	Stagiaires (%)
2005-2006	25 %	14 %	19 %	43 %
2006-2007	0 %	13 %	33 %	25 %
2007-2008	25 %	18 %	32 %	75 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Rappel des objectifs : pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 % de l'effectif régulier. Pour ce qui est des personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

Groupe cible	2006		2007		2008	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	15	4,0 %	16	4,3 %	21	5,5 %
Autochtones	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Anglophones	6	1,6 %	6	1,6 %	7	1,8 %
Personnes handicapées	6	1,6 %	5	1,4 %	4	1,0 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AU 31 MARS 2008

Groupe cible	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel des agents de la paix		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Communautés culturelles	3	4,2 %	17	9,9 %	1	1,6 %	5	6,8 %	0	0 %	0	0 %	26	6,7 %
Autochtones	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Anglophones	4	5,6 %	3	1,7 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	7	1,8 %
Personnes handicapées	0	0 %	0	0 %	1	1,6 %	3	4,0 %	0	0 %	0	0 %	4	1,0 %

3. FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES 2007-2008

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
Nombre de femmes embauchées	13	34	19	4	70
Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2007-2008	65 %	76 %	76 %	57 %	72 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2008

Article I.	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	71	172	62	74	0	2	381
Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier	20	79	48	72	0	0	219
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%)	28 %	46 %	77 %	97 %	0 %	0 %	58 %

ANNEXE 8

Liste des sigles et des acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AIMF	Association internationale des maires francophones
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CFB	Communauté française de Belgique
CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CSF	Conseil du statut de la femme
CSG	Council of State Governments
DGEQ	Directeur général des élections du Québec
ENAP	École nationale d'administration publique
GES	Gaz à effet de serre
IEPF	Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
IEQ	Institut des études québécoises
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
IQ	Investissement Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
LOJIQ	Les Offices jeunesse internationaux du Québec
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MJQ	Ministère de la Justice
MNRF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MOST	Ministère de la Science et de la Technologie de la Chine
MRI	Ministère des Relations internationales
MRQ	Revenu Québec
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère des Transports
MTRAV	Ministère du Travail
NASCO	North America's SuperCorridor Coalition

OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OQAJ	Office Québec-Amérique pour la jeunesse
OQLF	Office québécois de la langue française
PARGEP	Projet d'appui au renforcement de la gestion publique
PQDI	Programme québécois de développement international
QSF	Programme Québec sans frontières
SAA	Secrétariat aux affaires autochtones
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAIC	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
SCF	Secrétariat à la condition féminine
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SGF	Société générale de financement du Québec
SHQ	Société d'habitation du Québec
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
WCI	Western Climate Initiative
WHTI	Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (Western Hemisphere Travel Initiative)

ANNEXE 9

Organigramme du Ministère des Relations internationales au 31 mars 2008

